



Intégration des questions d'OSIEGCS dans les pratiques humanitaires

Rapport: Revue rapide

Mathieu Seppey
Michaël Arnaud
Gabriel Girard
Christina Zarowsky



Auteurs

Mathieu Seppey ^{a, b}

Michaël Arnaud ^c

Gabriel Girard ^{a, d}

Christina Zarowsky ^{a, b}

Affiliations

- a. École de Santé publique, Université de Montréal, à Montréal (Canada)
- b. Centre de recherche en santé publique, à Montréal (Canada)
- c. Égides (Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités),
à Montréal (Canada)
- d. Institut national de la santé et de la recherche médicale, à Marseille (France)

Remerciements

Merci à Céline Furi, Coline Camier, Geneviève Némouthé et Patrice Charpentier pour les discussions d'exploration à la base de cette revue. Thanks to Matthew Rettino for the editing et merci à Jennifer Ocquidant pour la traduction.

Financements

Merci aussi aux organismes ayant rendu ce travail possible grâce à leur financement: le Fonds de recherche du Québec (FRQ – Bourse tremplin), Égides et le Centre de Recherche en Santé Publique (CReSP).

Table des matières

Abréviations	07
Glossaire	08
Synthèse	12
Recommandations.....	15
Introduction	18
Bref historique de l'aide humanitaire	19
Qu'en est-il des questions d'OSIEGCS?	21
Structure du rapport.....	22
Aperçu des dimensions de l'aide humanitaire	24
Méthodes	26
Élaboration de l'analyse	26
Identification des références	26
Tri des titres et des résumés, et sélection des références	27
Tri des textes complets et sélection des articles	27
Appréciation critique	28
Extraction des données	28
Synthèse	29
Résultats	30
Pays d'affiliation et organisations	32

Format des outils et accent mis sur les questions d’OSIEGCS	34	Eau, assainissement et hygiène (WASH).....	75
Populations cibles	36	Partenariats.....	76
Discrimination fondée sur l’OS.....	37	Protection.....	78
Discrimination fondée sur l’IEG.....	37	L’exemple de la dimension « Migration ».....	80
Discrimination fondée sur les CS.....	40	Discussion	83
Autres discriminations interconnectées	41	Résumé des résultats.....	83
Approche socio-écologique des situations d’urgence.....	43	Retour aux bases	88
Au niveau individuel.....	44	Prendre du recul et repenser l’avenir	89
Au niveau interpersonnel.....	44	L’outil d’évaluation rapide des questions d’OSIEGCS diverses.....	91
Au niveau organisationnel.....	46	Appréciation critique des outils	92
Au niveau communautaire.....	50	Limites d’une analyse rapide.....	93
Au niveau politique	51	Recommandations.....	94
Questions abordées dans les dimensions de l’aide humanitaire	55	Conclusion	102
Éducation.....	59	Bibliographie	103
Distribution de nourriture et d’articles non alimentaires (ANA)	61	Annexes	109
Violence basée sur le genre (VBG)	64	Annexe 1: Stratégies de recherche	109
Santé	66	Annexe 2: Appréciation critique	111
Réinsertion et moyens de subsistance	69	Annexe 3: Liste des outils	113
Abris.....	72		

Abréviations

2SLGBTIQ+ Bispirituel, lesbien, gay, bisexuel, trans*, intersexe, queer, et autres variations

ANA Articles non alimentaires

CPI Comité permanent interorganisations

CS Caractéristiques sexuelles

GH *Global Health*

HCDH Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

HCR Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

HL *Humanitarian Library*

IEG Identité et expression de genre

IST Infection sexuellement transmissible

MeSH *Medical subject headings*

MGA Marqueur de genre et d'âge

OCHA Bureau de la coordination des affaires humanitaires

OIM Organisation internationale pour les migrations

ONG Organisation non gouvernementale

ONGI ONG internationale

ONU Nations Unies

OS Orientation sexuelle

OSC Organisation de la société civile

OSIG Orientation sexuelle et identité de genre

OSIEGCS Orientation sexuelle, identité et expression de genre et caractéristiques sexuelles

POP Procédure opérationnelle permanente

RRC Réduction des risques de catastrophes

S&E Suivi et évaluation

SDSP Santé et droits en matière de sexualité et de procréation

VBG Violence basée sur le genre

VIH/sida Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome d'immunodéficience acquise

WASH Eau, assainissement et hygiène

WofSC *Web of Science*

Glossaire



Ce glossaire se base sur le lexique de la Fondation Émergence au Canada.

Pour plus de détails, consulter : fondationemergence.org/lexique

Alors que l'acronyme LGBTIQ+ (Lesbien, gay, bisexuel, trans*, intersexe, queer, et autres variations) est largement utilisé dans les pays du Nord, et surtout au Canada, ce document utilisera le terme « OSIEGCS diverses », qui est plus inclusif au niveau international, car il englobe les personnes LGBTIQ+ ainsi que d'autres expériences non occidentales.

Le concept d'OSIEGCS se compose de trois éléments: **les orientations sexuelles (OS)**, **les identités et expressions de genre (IEG)** et **les caractéristiques sexuelles (CS)**. Le concept d'OSIEGCS s'applique à tous les individus. Ces caractéristiques sont diverses, et la plupart des personnes s'identifient comme:

Hétérosexuelle Personne qui ne ressent de l'attraction que pour les personnes d'un genre autre que le sien (homme attiré par les femmes, ou femme attirée par les hommes, p. ex.).

Cisgenre Personne dont l'identité de genre correspond au genre et au sexe assignés à la naissance.

Endosex Personne dont les caractéristiques sexuelles correspondent aux normes médicales et sociales des corps féminins et masculins. Dans la plupart des cas, le personnel médical ou la famille se basent sur les organes génitaux des bébés pour leur assigner un sexe à la naissance (féminin/masculin).

Les personnes présentant des OSIEGCS diverses ne s'identifient pas avec ces caractéristiques les plus courantes. Les «OSIEGCS diverses» tiennent compte de toutes les autres possibilités.

À propos des orientations sexuelles (OS)

Orientation sexuelle Terme utilisé pour décrire l'attraction pour un ou plusieurs types de personnes (hommes, femmes, les deux, tous les genres). Bien que ce terme contienne le mot «sexuel», l'orientation sexuelle fait souvent référence à plusieurs types d'attraction, comme l'attraction esthétique (trouver une personne belle), sensuelle (désirer un contact physique avec cette personne), sexuelle (vouloir avoir des relations sexuelles avec cette personne), intellectuelle (ressentir un lien avec cette personne au niveau intellectuel) et romantique (ressentir de l'amour pour cette personne).

Personne homosexuelle Personne qui éprouve une attraction émotionnelle ou sexuelle pour les personnes du même sexe.

Personne gay Synonyme d'homosexuel, le plus souvent utilisé pour désigner un homme. Ce terme est parfois privilégié par rapport au terme « homosexuel », car ce dernier peut avoir une connotation médicale et sexuelle.

Lesbienne Femme qui éprouve une attirance émotionnelle ou sexuelle pour les femmes. Ce terme est parfois privilégié par rapport au terme « homosexuel », car ce dernier peut avoir une connotation médicale et sexuelle, et se réfère souvent aux hommes.

Personne bisexuelle Personne qui éprouve une attirance émotionnelle ou sexuelle pour deux genres (généralement des hommes et des femmes). Ce terme est parfois utilisé comme un synonyme ou un terme générique pour « pansexuel ».

Personne pansexuelle Personne qui éprouve une attirance émotionnelle ou sexuelle pour des personnes de tous les genres (femmes, hommes et personnes non binaires).

Personne asexuée Personne qui n'éprouve que peu ou pas d'attirance sexuelle pour qui que ce soit. L'asexualité se décline sous plusieurs formes.

À propos des identités et expressions de genre (IEG)

Genre binaire Système divisant l'humanité en deux genres mutuellement exclusifs : les femmes et les hommes. Ce système ne tient pas compte de la diversité des êtres humains et exclut les personnes intersexuées, les personnes trans* et les personnes non binaires.

Identité de genre Façon dont une personne définit son genre en fonction d'une connaissance profonde et personnelle de son appartenance (ou non) à un ou plusieurs genres : homme, femme, entre les deux, les deux ou aucun des deux. Cette expérience intime est unique pour chaque personne. Elle n'est pas déterminée par le sexe biologique d'une personne et peut être en contradiction avec le sexe déclaré à la naissance.

Expression de genre Façon dont une personne présente son genre en public (comportement, vêtements, coiffure, maquillage, etc.). Le nom et les pronoms utilisés par une personne peuvent également être des moyens d'exprimer son genre. Notons que l'identité de genre et l'expression de genre sont deux choses distinctes, et que ce qui est considéré comme « masculin » ou « féminin » peut varier selon les époques et les cultures.

L'expression de genre d'une personne peut être masculine, féminine, androgyne ou neutre, quel que soit son sexe.

Personne trans* Terme générique désignant une personne dont l'identité de genre ne correspond pas à celle déclarée à la naissance. Le mot «trans» fait référence à la fois aux termes «transgenre» et «transsexuel», considérés aujourd'hui comme des termes désuets. À ne pas confondre avec le travestissement. L'astérisque (*) représente l'ensemble des identités de genre qui ne sont pas cisgenres.

Personne non binaire Toutes les formes d'identités de genre qui ne correspondent pas exclusivement à l'un des deux genres binaires (femmes et hommes). Personne dont l'identité de genre n'est ni exclusivement masculine ni exclusivement féminine.

Troisième sexe Personne qui ne s'identifie ni à un homme ni à une femme et qui appartient à une catégorie sociale particulière. La définition du troisième sexe varie fortement selon les cultures et peut avoir des dénominations spécifiques (les Warias en Indonésie, les Baklas aux Philippines, les Aravanis en Inde, les Hijras au Pakistan, au Bangladesh ou en Inde, et les Bispirituels au Canada p. ex.).

À propos des caractéristiques sexuelles (CS)

Caractéristiques sexuelles Il peut s'agir des caractéristiques physiques utilisées dans la société et dans le domaine médical pour identifier le sexe d'une personne. Celles-ci peuvent inclure les chromosomes, les gonades, les hormones, les organes génitaux, la pilosité, les seins, l'ossature, etc.

Personne intersexe Personne née avec des caractéristiques sexuelles qui ne sont pas exclusivement «mâles» ou «femelles» selon les définitions médicales actuelles. Dans ces cas, les médecins décident généralement du sexe du bébé et renforcent ce choix par une intervention chirurgicale (considérée par les Nations Unies comme une forme de mutilation) ou des hormones. Il arrive que certaines caractéristiques sexuelles ne présentent aucun signe extérieur. Au total, près de 1,7% de la population mondiale naît avec des caractéristiques intersexuées.

Synthèse

Le monde humanitaire a déployé de nombreux efforts pour faire preuve de plus d'inclusion. Les femmes, les enfants et les personnes handicapées font partie des groupes de la population ayant bénéficié d'une plus grande représentation dans les pratiques humanitaires, que ce soit dans la conception des programmes, leur mise en œuvre ou l'élaboration des politiques. Toutefois, ces efforts doivent être maintenus. En plus de ces personnes, les groupes aux OSIEGCS diverses apparaissent désormais comme une autre catégorie de personnes «vulnérables» à prendre en compte. Ces personnes restent largement méconnues et ne sont pas suffisamment représentées dans les activités humanitaires.

Partout, ces groupes sont encore largement marginalisés en raison de leur OSIEGCS. Ceci les met souvent dans une position de vulnérabilité dans leurs activités quotidiennes (éducation, services de santé, emploi, etc.). Lors des opérations pour répondre à une catastrophe naturelle ou à une situation d'urgence, des pratiques discriminatoires plus strictes peuvent apparaître, aggravant leur marginalisation et les abus perpétrés à leur encontre. Différentes parties prenantes, qu'il s'agisse de décideurs locaux, de membres du personnel humanitaire ou de la population, peuvent être à l'origine de ces pratiques. Celles-ci s'appuient sur des arguments fondés sur la «moralité» plutôt que sur les «droits de la personne», sur la nécessité d'aider les «familles» plutôt que la «personne», ou sur la «dangerosité» des identités non conformes.

La réalité des personnes aux OSIEGCS diverses est souvent racontée sous forme d'anecdotes, alimentée par des stéréotypes et des mythes infondés, parfois perpétués dans le cadre des activités humanitaires. En dépit de cette problématique manifeste, les pratiques

humanitaires tardent à s'adapter pour inclure les questions d'OSIEGCS diverses qui restent en marge, en fin de liste, ou simplement en notes de bas de page. De nombreux arguments (difficulté, caractère controversé, coût, etc.) justifiant le manque de mesures pour répondre à leurs préoccupations doivent être réfutés comme étant de simples mythes.

Pour ce faire, cette revue cherche à répondre à la question de comment intégrer les questions d'OSIEGCS dans les pratiques et mécanismes humanitaires. Elle vise ainsi à sensibiliser le public à la réalité des groupes aux OSIEGCS divers touchés par une catastrophe naturelle ou une crise, à présenter des pratiques et outils pertinents, et à fournir des recommandations. La pertinence de cette étude réside dans l'éventail de perspectives que nous avons explorées, qu'elles touchent les concepts d'OSIEGCS, les niveaux socio-écologiques ou les dimensions du travail humanitaire. Ce document est destiné au personnel et aux partenaires humanitaires qui souhaitent réfléchir à la manière d'intégrer les questions d'OSIEGCS dans leurs pratiques et approfondir cette démarche.

Principales constatations

Cette étude présente les principales constatations qui se dégagent :

En lien avec les concepts d'OSIEGCS

- Les groupes aux OSIEGCS diverses sont souvent perçus dans les pratiques humanitaires comme un groupe homogène. La plupart des documents de travail associent l'orientation sexuelle avec les hommes homosexuels, l'identité et l'expression de genre avec les femmes transgenres. Ceci a pour conséquence de passer outre les besoins des femmes lesbiennes, des hommes et des femmes bisexuels, des transgenres, des personnes intersexuées et des personnes locales et non occidentales ayant une identité et une expression de genre non conformes.
- La différence entre les concepts d'«orientation sexuelle», d'«identité et d'expression de genre» et de «caractéristiques sexuelles» est mal comprise. La perspective binaire des genres empêche de reconnaître les personnes qui ne s'identifient ni comme des «femmes» ni comme des «hommes» hétéro-cis-endosexuels.

- Les discriminations fondées sur l'orientation et les caractéristiques sexuelles sont fortement liées aux discriminations fondées sur l'identité et l'expression de genre.
- La discrimination repose généralement sur une perception des choses plutôt que sur la réalité.

En lien avec les niveaux socio-écologiques

- La discrimination est présente à tous les niveaux socio-écologiques, y compris au niveau individuel (homo/trans/biphobie intériorisée, p. ex.).
- Le manque de contact entre les groupes aux OSIEGCS diverses et le personnel ou les organisations humanitaires favorise les stéréotypes et l'inefficacité des interventions.
- Le fait que les groupes aux OSIEGCS diverses soient absents des politiques et de la documentation des organisations porte préjudice à ces personnes, car cela banalise des pratiques discriminatoires et contribue à les perpétuer.
- Les organisations humanitaires doivent donc s'attaquer à leurs politiques et pratiques discriminatoires en adoptant une approche fondée sur les droits de la personne.

En lien avec le secteur de l'aide humanitaire

- Les activités humanitaires s'inscrivent toujours dans un cadre dans lequel sont perpétrées des discriminations fondées sur les OSIEGCS et qui peuvent être amplifiées en cas de crise et par le lancement d'activités humanitaires.
- Tous les secteurs de l'aide humanitaire présentent des formes de discrimination fondées sur les OSIEGCS.
- Toutefois, l'approche cloisonnée selon laquelle s'opère l'aide humanitaire empêche le partage des pratiques exemplaires.
- Pour rendre les interventions plus efficaces, la majorité des outils que nous avons étudiés préconisent d'y faire participer les groupes aux OSIEGCS diverses.

Recommandations

En vue de collaborer avec des organisations défendant les questions d'OSIEGCS diverses

1. Concevoir et mettre en œuvre des programmes de formation sur les questions d'OSIEGCS diverses dans le contexte humanitaire:
2. Encourager les initiatives de mentorat menées par des personnes et des organisations locales représentant les questions d'OSIEGCS diverses, et favoriser l'établissement de relations à long terme avec celles-ci:
3. Revoir le matériel de sensibilisation, les guides opérationnels, les plans stratégiques et d'autres documents clés:
4. Faciliter la création de groupes d'entraide sur les questions d'OSIEGCS diverses:
5. Plaider en faveur de mécanismes de surveillance des droits de la personne à l'échelle locale, régionale et internationale.

Pour les organisations humanitaires

6. Nommer des personnes-ressources aux OSIEGCS diverses:
7. Former le personnel et les partenaires aux questions d'OSIEGCS diverses:
8. Tenir le personnel et les partenaires imputables quant au respect des droits de la personne et des principes humanitaires:
9. Intégrer la question de l'inclusion dans l'élaboration des plans et stratégies humanitaires:

Pour les organisations humanitaires - suite

10. Créer des espaces favorisant une plus grande sécurité:
11. Intégrer les questions d'OSIEGCS diverses dans l'ensemble des services et des secteurs:
12. Identifier des personnes et des organisations locales représentant les questions d'OSIEGCS diverses et leur donner les moyens d'agir.

Pour les bailleurs de fonds

13. Veiller à ce que les bénéficiaires de subventions soient tenus d'adopter des politiques et procédures non discriminatoires:
14. Augmenter et surveiller le financement dédié aux interventions et aux partenariats axés sur les questions d'OSIEGCS diverses:
15. Investir dans la recherche et le S&E en matière d'OSIEGCS diverses.

Pour les gouvernements nationaux

16. Promouvoir et adopter des politiques antidiscriminatoires:
17. Promouvoir et faciliter l'inclusion des groupes aux OSIEGCS diverses au sein de la population:
18. Assurer la représentation des groupes aux OSIEGCS diverses dans les politiques et activités humanitaires.

Pour les organisations internationales (agences de l'ONU, établissements universitaires, et ONGI, p. ex.)

19. Créer des forums régionaux et internationaux pour diffuser les pratiques exemplaires :
20. Plaider en faveur de réformes pour lutter contre la discrimination dans le pays d'accueil :
21. Financer des interventions à plus long terme visant à obtenir des effets transformateurs.

Conclusion

L'ensemble des constatations et des recommandations ont fait ressortir un élément clair : il faut établir des relations avec les groupes aux OSIEGCS diverses. Ceci doit se faire avec prudence, sans préjugés et avec l'objectif de changer la donne en matière de discriminations fondées sur les OSIEGCS diverses. La solution repose donc sur l'établissement d'un partenariat avec ces groupes de personnes et les organisations qui les représentent. Ces dernières savent comment atteindre leur public, comment réagir face à des défis humanitaires, comment réduire la discrimination et comment s'engager dans l'action humanitaire. L'intégration des questions d'OSIEGCS dans les pratiques humanitaires doit donc passer par ces partenariats afin de « ne laisser personne de côté ».

Intro- duction

Le secteur humanitaire a connu plusieurs processus d'inclusion, en s'adaptant lentement mais sûrement pour prendre en compte de nouvelles considérations. Le processus d'inclusion des « femmes » et de leurs besoins spécifiques dans les interventions humanitaires a commencé avec la quatrième Convention de Genève abordant la protection des civils, avec plusieurs références faites aux « femmes enceintes et aux mères de jeunes enfants » (1). L'inclusion des « femmes » a beaucoup évolué et englobe désormais de nombreuses autres considérations, telles que l'âge, les moyens de subsistance, la violence basée sur le genre, la protection et la participation aux processus de paix.

Beaucoup d'autres groupes de population souhaitent également participer à cette approche d'inclusion en vue d'obtenir une plus grande représentation dans le secteur humanitaire, y compris les groupes aux OSIEGCS diverses. Bien que les différentes caractéristiques liées à l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles soient présentes dans nos sociétés depuis la nuit des temps, leur inclusion dans l'aide humanitaire reste modeste et se heurte à de nombreux obstacles, qu'ils soient d'ordre moral, juridique ou technique.

L'objectif de ce rapport est donc de mettre en lumière la façon dont les questions d'OSIEGCS sont traitées dans les pratiques et mécanismes humanitaires actuels. Grâce à une revue rapide de la littérature disponible, nous examinerons la manière dont ces concepts sont abordés et pris en compte. Nous évaluerons les obstacles et les éléments facilitant l'inclusion des concepts OSIEGCS, leur place dans la société à travers les niveaux socio-écologiques, et les différentes dimensions du travail humanitaire.

Bref historique de l'aide humanitaire

L'aide humanitaire est ancrée dans des principes d'altruisme et de bienfaisance, fortement liés à des convictions morales et religieuses encore mises en avant aujourd'hui (2). On retrouve ces principes dans de nombreuses régions du monde : dans les règles de conduite de la guerre dans la Grèce antique, l'Empire romain et la Chine, dans les principes de charité des pays islamiques (tradition de la *zakat*, p. ex.) et dans les églises chrétiennes (2,3). Au fil du temps, ces principes ont été conservés et adaptés, notamment avec la création en 1949 de la quatrième Convention de Genève (intégrant p. ex. la protection des civils, du personnel et des structures médicales) (1), ou avec l'adoption en 1991 à l'Assemblée générale des Nations Unies des principes humanitaires fondamentaux : humanité, neutralité, impartialité et indépendance (ce dernier principe ayant été ajouté en 2004) (4).

L'aide humanitaire moderne est souvent liée à la naissance du mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans les années 1860 (2,5). À cette époque, les interventions concernent principalement l'aide médicale requise pendant la Première Guerre mondiale, puis les secours apportés aux civils dans l'Europe de l'après-guerre via les programmes

d'aide alimentaire lancés par les États-Unis (3,6). Dans les années 1920, l'Europe connaît un afflux de réfugiés engendré par la Révolution russe, faisant augmenter les besoins et les interventions humanitaires pour aider ce « nouveau » type de population (3). Cette situation sensible sur le plan politique mène à la création de l'Organisation internationale pour les réfugiés, aujourd'hui connue sous le nom de Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui fournit une aide humanitaire aux réfugiés et aux migrants.

Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale et pendant la Guerre froide que l'on constate une augmentation importante des intervenants humanitaires, avec la création d'une multitude d'organisations non gouvernementales internationales (ONGI) comme OXFAM (1942), CARE (1945), World Vision (1950), Médecins Sans Frontières (1971), ou Handicap International (aujourd'hui Humanité & Inclusion) (1982) (3). C'est à cette époque aussi que sont créés des organes importants des Nations Unies (le HCR en 1950, l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) en 1946, et le Programme alimentaire mondial en 1961, p. ex.). Cette évolution des intervenants entraîne une spécialisation accrue du travail humanitaire, et la priorisation

de groupes de population spécifiques par certaines organisations (Save the Children, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Handicap International, p. ex.). Par conséquent, l'ONU crée en 1991 de nouveaux organes afin de mieux coordonner les activités humanitaires (Bureau de la coordination des affaires humanitaires [OCHA] et le Comité permanent interorganisations [CPI], p. ex.). De nouveaux guides généraux (le Manuel Sphère (7) et le Cadre d'action de Hyogo (8)) et des guides destinés à des groupes de population spécifiques voient le jour (le Guide des genres pour les actions humanitaires du CPI (9) ou le guide pour les réfugiés âgés du HCR (10)). L'action humanitaire s'inscrit souvent dans une situation de rapports de force où les populations/pays disposant de plus de ressources (comme les pays à revenu élevé) fournissent des services et de l'aide aux populations/pays disposant de moins de ressources (comme les pays à revenu faible ou moyen). Même si on associe l'aide humanitaire à l'idée de « justice » ou de « charité », cette dynamique de pouvoir demeure (11). Le présent rapport vise ainsi à mieux comprendre comment les questions d'OSIEGCS s'inscrivent dans ce contexte.

Qu'en est-il des questions d'OSIEGCS ?

L'intégration des questions d'OSIEGCS dans le domaine humanitaire est récente et est liée à l'épidémie de VIH/sida (Virus de l'immunodéficience humaine / Syndrome de l'immunodéficience acquise). Si le VIH était déjà répandu avant les années 1980, la corrélation faite entre les personnes homosexuelles et l'épidémie de VIH/sida a commencé aux États-Unis, avec la découverte de symptômes identiques au sein des communautés homosexuelles du pays. Des expressions telles que « cancer des gays » ou « sarcome de Kaposi » ont été largement utilisées, puis progressivement remplacées par « Syndrome d'immunodéficience acquise » (sida) après l'invention du terme par les *Centers for Disease Control and Prevention (CDC)* en 1982 (12). Les premières interventions face à cette épidémie étaient marquées par l'homo-bi-transphobie (13) et étaient, d'une certaine manière, associées à des questions de sécurité et de moralité (14,15).

En 2007, les questions d'OSIEGCS ont été approfondies avec la création des principes de Jogjakarta (16,17). Ces 29 principes ont été définis après avoir réinterprété les principaux droits de la personne (droit à la vie privée, droit au travail, droit de ne pas être soumis

à la torture, p. ex.) à la lumière des concepts d'OSIEGCS. En 2017, 10 principes supplémentaires ont été ajoutés pour accentuer les obligations des États à l'égard des groupes aux OSIEGCS diverses et mettre à jour la définition d'autres droits de la personne (droit de ne pas être criminalisé ou sanctionné à cause de ses OSIEGCS, droit à l'intégrité corporelle, p. ex.) (18). **Ces principes représentent une avancée importante, car ils mettent en relation les questions d'OSIEGCS et tous les aspects de la vie.**

Des guides axés plus spécifiquement sur le travail humanitaire ont été créés pour mieux tenir compte de ces questions d'OSIEGCS. **Les ressources communément utilisées comme les manuels antérieurs (celui du CPI et de Sphère, p. ex.) font peu référence à la « communauté LGBTIQ+ », sans parler des groupes plus spécifiques comme les personnes intersexuées, les lesbiennes, les personnes bisexuelles, trans*, ou les personnes locales et non occidentales ayant une identité et une expression de genre non conformes et ne se voyant pas représentées dans l'acronyme LGBTIQ+.** Bien que les versions plus récentes de ces guides s'efforcent d'actualiser leur contenu dans ce sens, ces efforts restent toutefois insuffisants. En 2018, la consultation « *Pride in the Humanitarian System* » s'est tenue à Bangkok et a rassemblé de nombreux représentants d'organes

de l'ONU, d'organisations de la société civile (OSC) défendant les questions d'OSIEGCS diverses, d'ONGI et de bailleurs de fonds, afin de préparer, élaborer et diffuser un plan d'action dédié au secteur humanitaire dans la région Asie-Pacifique (19). Le guide «*Diverse SOGIESC Rapid Assessment Tool*» a été conçu en 2020 par ONU Femmes et Edge Effect, mais reste l'une des rares ressources à traiter spécifiquement des questions d'OSIEGCS (20). Nous décrirons cet outil plus en détail dans la section «Discussion».

Structure du rapport

Les outils et les pratiques de cette étude seront présentés sous **trois angles** différents: **les groupes aux OSIEGCS diversés ciblés, les niveaux socio-écologiques liés à ces pratiques et les dimensions humanitaires spécifiques**. La première perspective porte sur l'intersection entre orientations sexuelles, identités et expressions de genre, ou caractéristiques sexuelles et les situations d'urgence. La seconde perspective vise à étudier les situations d'urgence d'un point de vue individuel, interpersonnel, organisationnel, communautaire et politique. Enfin, la troisième perspective cherche à approfondir nos connaissances sur la relation entre les questions d'OSIEGCS diverses et les dimensions spécifiques de l'aide humanitaire. Dans la discussion, les outils et les pratiques identifiés sont classés en fonction de la manière dont ils intègrent les concepts d'OSIEGCS, en s'appuyant sur une matrice adaptée de celle d'Edge Effect (20) (Tableau 1). Par souci de rigueur, ce rapport suit les directives ENTREQ (21).

Tableau 1

Degrés d'intégration	Définition
Préjudiciable	Aggrave les normes existantes qui excluent les personnes avec des OSIEGCS diverses ainsi que la marginalisation de ces personnes en raison de ces normes.
Inconsciente	Le manque d'analyse et de prise de conscience peut renforcer les normes existantes qui excluent les personnes avec des OSIEGCS diverses ainsi que la marginalisation de ces personnes en raison de ces normes.
Consciente	L'analyse et la prise de conscience n'ont pas encore débouché sur des efforts substantiels pour remettre en question les normes qui excluent les personnes avec des OSIEGCS diverses ainsi que la marginalisation de ces personnes en raison de ces normes.
Inclusive	L'analyse et la prise de conscience ont débouché sur des initiatives ciblées qui luttent contre la marginalisation des personnes avec des OSIEGCS diverses, mais pas nécessairement de manière à remettre en cause les normes existantes.
Transformative	L'analyse et la prise de conscience ont débouché sur des initiatives ciblées et intégrées visant à lutter contre la marginalisation des personnes avec des OSIEGCS diverses et à remettre en cause les normes existantes qui conduisent à cette marginalisation.

Aperçu des dimensions de l'aide humanitaire

La «Charte humanitaire et normes minimales pour les interventions lors de catastrophes» (22) divise les secteurs humanitaires en **quatre piliers principaux**: **WASH (Eau, assainissement et hygiène), sécurité alimentaire et nutrition, abris et établissements humains, et services de santé**. Chacun de ces piliers se compose de plusieurs catégories basées sur le type de services fournis (santé mentale, santé et droits en matière de sexualité et de procréation (SDSP), et maladies transmissibles, p. ex.) ou les groupes bénéficiaires (femmes, enfants, personnes âgées, p. ex.). Dans tous ces services, les principes suivants doivent être respectés et encouragés: ne pas nuire, non-discrimination dans l'accès aux services, assistance aux personnes dans le besoin, et respect des droits de la personne.

Au total, **10 thèmes ont été retenus dans cette étude**, provenant des données recueillies dans les différents outils: «Éducation», «Distribution de nourriture et d'articles non alimentaires (ANA)», «Violence basée sur le genre (VBG)», «Santé», «Migration», «Partenariats», «Protection», «Réinsertion et moyens de subsistance», «Abris» et «WASH». Dans cette répartition des renseignements, nous nous sommes efforcés de respecter le secteur et les pratiques humanitaires tout

en représentant les expériences spécifiques des groupes aux OSIEGCS diverses dans différents contextes pertinents.

Le thème «**Éducation**» concerne les questions de scolarisation des enfants et, dans une moindre mesure, la formation continue des adultes. Le thème «**Distribution de nourriture et ANA**» met en évidence le caractère inadapté, voire discriminatoire, de certains systèmes de distribution. Le thème «**VBG**» met en lumière l'accès des survivant·es aux services et la prévention des risques d'abus et de violence envers les personnes aux OSIEGCS diverses. Ce thème a été volontairement séparé du thème «**Protection**» auquel il se rapporte généralement, en raison de la quantité importante de données recueillies dans ce domaine. Le volet «**Santé**» porte sur les besoins médicaux généraux de ces personnes. La dimension «**Protection**» décrit les obstacles entravant le respect des droits de la personne, l'intégrité physique et mentale, et la prestation de services. Dans «**Réinsertion et moyens de subsistance**», nous abordons la précarité d'emploi et la nécessité pour les programmes de réinsertion de tenir compte des personnes aux OSIEGCS diverses. Le thème «**Abris**» se concentre sur l'accès au logement et les problèmes associés. Enfin, le volet «**WASH**» se concentre sur les installations sanitaires et le fait qu'elles constituent des zones

à haut risque pour les personnes aux OSIEGCS diverses. Les dimensions « **Migration** » et « **Partenariats** » sont transversales et peuvent englober les autres dimensions. La dimension « Migration » concerne la réalité des migrants aux OSIEGCS diverses pendant leur processus de migration (hébergement dans des camps de réfugiés, accès aux services de santé, demande de services de protection, etc.). « Partenariats » illustre les difficultés rencontrées et le changement de paradigme requis pour établir ou cultiver des partenariats à l'échelle locale avec des personnes et groupes aux OSIEGCS diverses ainsi que les organisations qui les soutiennent, en favorisant une approche de décolonisation. Dans le présent rapport, on entend par « Partenariats » des « relations volontaires et de collaboration entre diverses parties, publiques ou non, dans lesquelles tous les intervenants acceptent de travailler ensemble pour atteindre un objectif commun ou entreprendre une tâche spécifique et, d'un commun accord, de partager les risques et les responsabilités, les ressources et les avantages » (23).

Élaboration de la revue

Pour répondre à la question « Comment les questions d'OSIEGCS sont-elles intégrées dans les pratiques et outils humanitaires actuels? », nous avons choisi de réaliser une **revue rapide de la littérature basée sur une synthèse thématique** (24). **Ce choix a été motivé par la nécessité de fournir rapidement des recommandations aux parties prenantes du secteur humanitaire, et par la quantité importante de problématiques liées à la fois aux questions d'OSIEGCS et à l'aide humanitaire (25,26). L'objectif de cette revue rapide était de décrire comment les questions d'OSIEGCS sont intégrées dans les pratiques humanitaires et de synthétiser les thèmes principaux et les solutions (lacunes à combler, pratiques exemplaires et recommandations).** Parmi les différentes méthodologies de revue rapide existantes, nous avons choisi de suivre la 4^{ième} approche identifiée par un panel d'intervenants internationaux (26,27). Celle-ci consiste à mener une recherche documentaire dans la littérature grise et dans au moins deux bases de données, une recherche limitée à la date ou à la langue (nous n'avons

utilisé ni l'une ni l'autre pour cette revue), ainsi qu'une sélection d'études et une synthèse des données par le premier auteur (MS). Notre méthode permet de réaliser une appréciation critique des textes sélectionnés. Le sujet de cette revue et l'élaboration de sa stratégie de recherche sont le fruit d'une discussion entre les auteur·es affilié·es à Égides et à l'Université de Montréal.

Identification des références

Deux bases de données ont été choisies pour la recherche d'articles évalués par les pairs : *Web of Science (WofSc)* et *Global Health (GH)*. Une troisième base de données a été utilisée pour la littérature grise : *Humanitarian Library (HL)*. Des stratégies de recherche ont été élaborées et adaptées pour chaque base de données (Annexe 1). Les mots clés choisis ont permis de définir les trois principaux concepts de cette recherche : Les groupes aux OSIEGCS diverses, les crises et catastrophes naturelles, et les pratiques et outils. Pour GH, nous avons utilisé des termes du système *Medical Subject Headings (MeSH)*, selon ces concepts. En ce qui concerne HL, seuls les mots clés liés aux OSIEGCS ont été utilisés,

car la base de données était spécifique à l'aide humanitaire et aucun terme MeSH n'était disponible. Il semble aussi que la dernière mise à jour de HL date de juin 2021. Le 2 mai 2023, nous avons utilisé des références de HL pour l'extraction des textes complets, et pour effectuer directement le triage des textes complets. Nous avons extrait les références issues de WofSc et de GH et les avons téléversées dans le logiciel Covidence® le 24 mai 2023 pour trier les titres, résumés et textes complets. Nous avons supprimé manuellement les doublons de HL et via le logiciel pour les autres bases de données. Les tris suivants ont tous été effectués par MS.

Tri des titres et des résumés, et sélection des références

Les références ont été sélectionnées pendant le tri des titres et des résumés en fonction des critères d'admissibilité suivants :

- Le sujet devait porter sur les groupes et/ou les questions liées aux OSIEGCS.
- Le sujet devait porter sur les contextes de l'aide humanitaire.

Tri des textes complets et sélection des articles

En suivant les mêmes critères d'inclusion, nous avons ajouté des critères d'exclusion lors de la phase de tri des textes complets :

- Le sujet ne porte pas spécialement sur les groupes ou questions liées aux OSIEGCS diverses.
- Le sujet ne porte pas spécialement sur les contextes de l'aide humanitaire.
- Le sujet porte sur une crise au niveau national.¹
- L'article n'est ni en français ni en anglais.

1. Les crises au niveau national sont souvent bien documentées dans les pays à revenu élevé et sont gérées principalement par le gouvernement national plutôt que par des intervenants internationaux (agences des Nations Unies, ONGI, etc.).

Appréciation critique

Nous avons utilisé la liste de vérification AACODS (*Authority, Accuracy, Coverage, Objectivity, Date, and Significance*)

[Compétence, Exactitude, Étendue, Objectivité, Date et Portée] (28)

pour évaluer de manière critique les différents outils (Annexe 2). Cette liste de vérification, conçue pour évaluer la littérature grise, était la plus pertinente pour le large éventail de documents sélectionnés pour cette revue. La justification de cette appréciation s'est basée sur l'évaluation de l'utilité des outils plutôt que sur la production de rapports solides et de qualité (21).

L'appréciation a été réalisée par MS et aucun outil n'a été exclu selon les résultats de son évaluation.

Extraction des données

Après le tri des textes complets, MS a extrait les données des textes sélectionnés dans un tableau Excel. Le tableau d'extraction comprenait des informations bibliographiques et interprétatives concernant les groupes et les questions liées aux OSIEGCS abordés, à l'objectif des outils, à l'utilisation des outils, ainsi qu'aux obstacles et aux éléments facilitant la mise en œuvre.

Synthèse

Les résultats se présentent sous différents thèmes divisés selon trois perspectives :

Les concepts d'OSIEGCS, les niveaux socio-écologiques et les dimensions humanitaires (présentées précédemment).

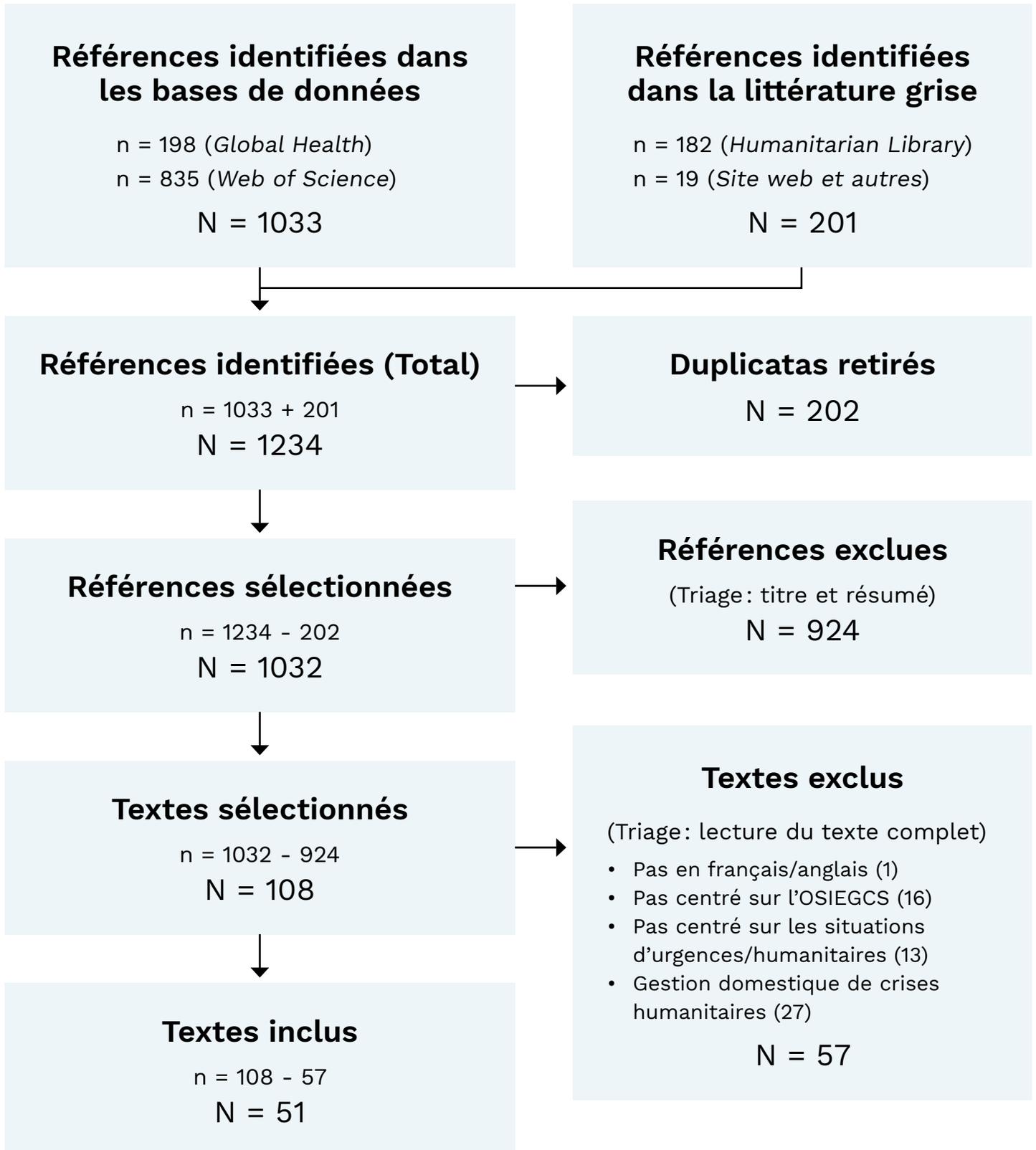
Chacune de ces perspectives fournit des résultats et recommandations spécifiques, qui sont présentés au début et à la fin de chaque partie.

Les pratiques et les outils sont également répertoriés dans une matrice croisée évaluant les niveaux d'intégration des concepts d'OSIEGCS (20) par le biais du cadre de référence de Gender at Work (29), décrit plus en détail dans la section « Discussion ».

Résultats

Notre stratégie de recherche a permis d'obtenir 1 234 références au total, dont 202 qui ont été retirées par le logiciel Covidence[®], car ils représentaient des doublons (Figure 1). Un premier tri à partir des titres et des résumés a permis de retirer 924 références supplémentaires, et 57 textes ont été retirés lors d'un deuxième tri, à la lecture des textes complets. Au total, 51 textes ont été pris en compte dans l'analyse (indiqués par [x] et détaillés dans l'annexe 3).

Figure 1: Diagramme de flux



Pays d'affiliation et organisations

Les organisations responsables de la création de ces outils sont principalement situées dans des pays du Nord (Figure 2). Les organisations des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande, de la Belgique et des Pays-Bas représentent plus de 75 % du total (56/73). Dans les pays du Sud, ceux de la région Asie-Pacifique sont les plus représentés parmi ceux ayant conçu des outils, avec 21 organisations. Ces pays sont la Thaïlande, les Philippines, le Bangladesh, Samoa et les Fidji. En plus de ces pays du Sud, seuls deux autres pays sont représentés : l'Ouganda et Haïti. Quant aux organismes de financement reconnus, ils proviennent principalement des États-Unis, d'Australie, de Suède, de Norvège, de Suisse et de Belgique. Le soutien opérationnel est assuré principalement par des ONG locales (au Vanuatu, aux Philippines, au Bangladesh et en Thaïlande) ainsi que des organisations des Nations Unies aux États-Unis. En dehors des États-Unis, il convient de noter l'absence d'organisations dans les Amériques (à l'exception de SEROvie en Haïti), ainsi que d'organisations en Afrique (à l'exception du Refugee Law Project en Ouganda).

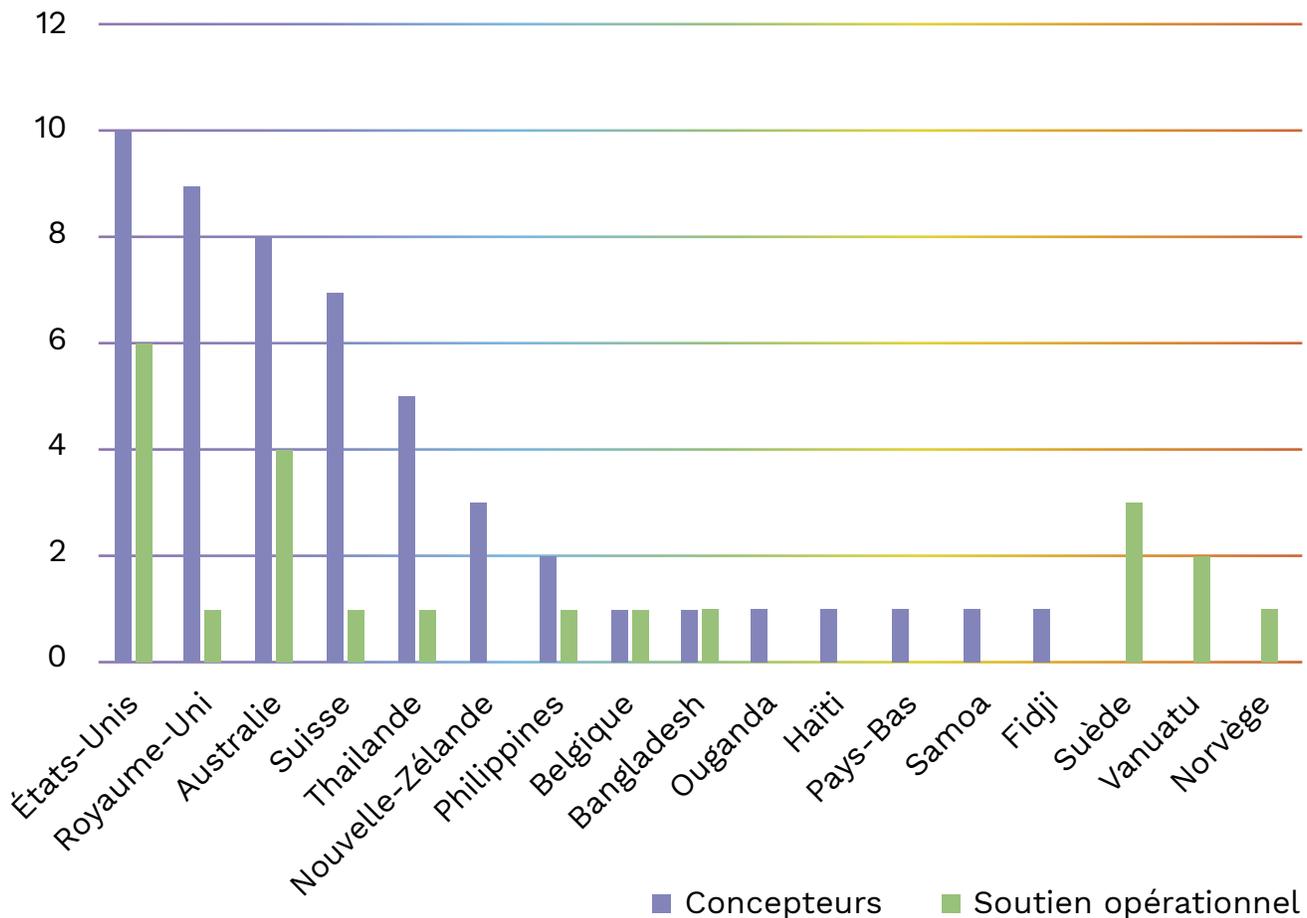
Les outils ont été principalement conçus avec la participation d'organisations des Nations Unies (24/51), dont plus de la moitié (13/24) avec le HCR. Les autres agences des Nations Unies participantes sont l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ONU Femmes, le CPI, le groupe de travail régional Asie-Pacifique sur l'équité entre les genres dans l'action humanitaire, Women for Climate-Resilient Societies, et l'Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Il convient de noter que seuls 2 outils sur 13 conçus par le HCR indiquent avoir été élaborés dans le cadre d'une coopération inter-organisationnelle. Les outils produits par des ONG (17/51) ont été principalement conçus par des agences de conseil (Edge Effect, AISE consulting, Humanitarian Advisory Group, DRR Dynamics, p. ex.) offrant une expertise en matière de suivi et d'évaluation ainsi qu'en matière « d'équité, de diversité et d'inclusion ». Ces outils ont également été conçus par des ONG locales défendant les OSIEGCS diverses (SEROvie, Samoa Fa'afafine Association, Reproductive Health Access Project, the Refugee Law Project, p. ex.). Edge Effect, travaillant en Australie, mérite d'être mentionné en raison de sa participation à la création de 7 outils sur 17 pour les ONG. Douze ONGI ont participé à la création de 11 outils sur 51 (la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge,

the All Survivors Project, Asia-Pacific Transgender Network, Women’s Refugee Commission, the International Planned Parenthood Federation, etc.). Ces ONGI travaillent dans les pays du Nord (4/11 aux États-Unis, 4/11 en Europe, 1/11 en Australie) et en Thaïlande (3/11). Les outils conçus en collaboration avec des universités représentent 12 outils sur 51. Les universités du Royaume-Uni, des États-Unis et d’Australie sont les

plus représentées (5/23 chacune), ainsi que celles de Nouvelle-Zélande, des Philippines, du Bangladesh et de Suisse. Les trois universités les plus représentées sont l’Université Western Sydney (3/23), l’Université de New South Wales (2/23) et la London School of Hygiene & Tropical Medicine (2/23).

Figure 2

Nombre d’outils/pays d’affiliation



Format des outils et accent mis sur les questions d'OSIEGCS

Parmi les outils identifiés (N=51) dans cette revue rapide, un quart étaient des **directives** (13=25 %) et environ un autre quart étaient des **études de cas** (11=21 %). Neuf étaient des **rapports** (18 %), sept des **revues** (14 %) et les autres des **éditoriaux** (4=8 %), des **formations** (3=6 %), des **outils d'évaluation** (3=6 %) et un **plan d'action** (2 %) (Figure 3). Le volet « Migration » faisait l'objet de la moitié des directives, suivi par les volets « Santé » et « Protection » (Figure 4). Les directives étaient moins représentées dans les volets « Distribution de nourriture et ANA » (2), « Partenariats » (3), « Éducation » (4), « WASH » (4) et « VBG » (4). Les études de cas étaient largement représentées dans les volets « Partenariats » (10) et « Abris » (5), mais étaient totalement absentes du volet « Éducation ». Seule une étude de cas a été recensée dans le volet « Distribution de nourriture et ANA » et une seule dans « WASH ». Les rapports étaient répartis de manière plus équilibrée, avec trois ou quatre rapports par volet, à l'exception des volets « Éducation » (0 rapport) et « Distribution de nourriture et ANA » (1 rapport), et « Partenariats » (6 rapports). Seuls les volets « Partenariats » (4), « Santé » (3) et « VBG » (2) faisaient l'objet de revues. Cinq éditoriaux étaient présents dans le

volet « Partenariats », trois dans le volet « VBG » et un dans le volet « Protection ». Sur les trois formations, deux étaient axées sur les questions d'OSIEGCS dans la dimension « Migration ». Bien que la troisième ne portait pas spécifiquement sur ces questions, elle se rapportait plus généralement aux autres dimensions. Quant à la dimension « Partenariats », aucune formation n'abordait ce sujet. L'unique plan d'action portait sur la nécessité de défendre une plus grande intégration des questions d'OSIEGCS diverses et la participation des groupes aux OSIEGCS diverses dans les processus humanitaires, ce qui s'apparenterait à la dimension « Partenariats ».

Sur les 51 outils, 40 étaient spécifiques aux questions d'OSIEGCS diverses, tandis que les 11 autres abordaient ces problématiques en se concentrant sur d'autres groupes de population : les jeunes (6), les femmes cis (6), les hommes cis (5), les migrants (4) et les personnes en situation de handicap (3). **Les questions d'OSIEGCS diverses étaient surtout mentionnées dans des parties spécifiques, des digressions ou dans une liste de caractéristiques sociodémographiques.** Sur les 40 outils spécifiques, 21 (41 %) incluaient d'autres catégories intersectionnelles, comme la migration (17), la jeunesse (4), le genre (2) et le handicap (1).

Figure 3

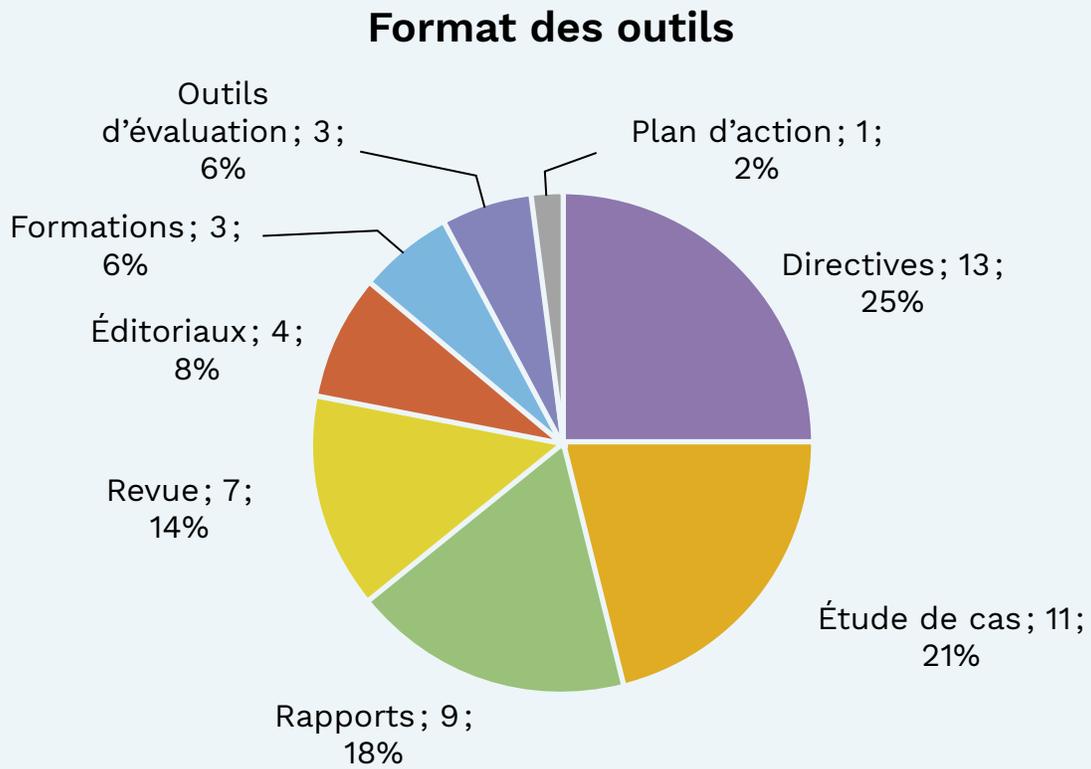
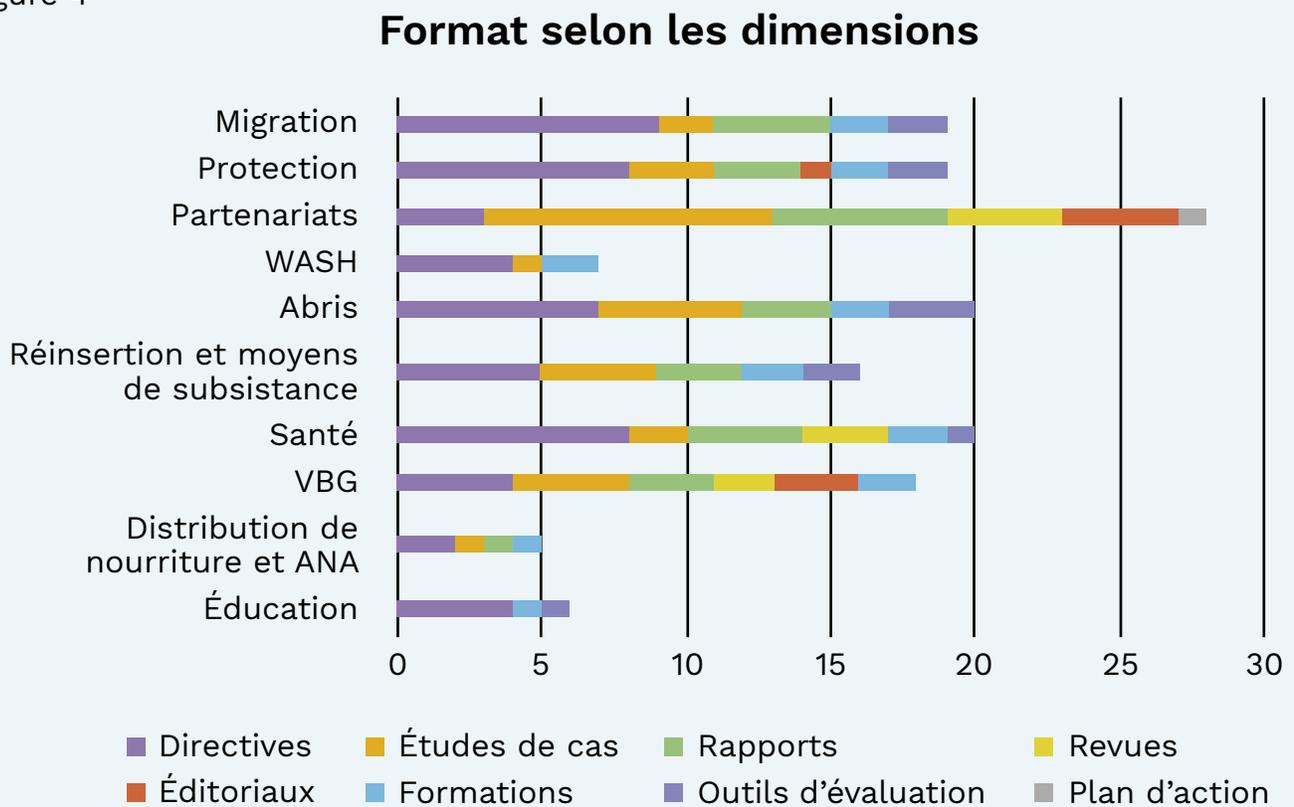


Figure 4



Populations cibles

Principales constatations

- Les groupes aux OSIEGCS diverses sont principalement perçus comme un seul et même groupe, les renseignements recueillis concernant principalement les hommes homosexuels et les femmes trans. Par conséquent, des recherches supplémentaires doivent être menées sur l'expérience des lesbiennes, des personnes trans, des personnes intersexuées et des personnes locales et non occidentales ayant une identité et une expression de genre non conformes :
- La perspective occidentale et l'utilisation de termes propres à cette région du monde (LGBTIQ+, p. ex.) contribuent à occulter les personnes locales et non occidentales ayant des OSIEGCS non conformes :
- La différence entre OS, IEG et CS doit encore être clarifiée afin de réduire les stéréotypes et les mythes sur les OSIEGCS diverses :
- Le genre représente souvent une cause de discrimination supplémentaire pour les personnes aux OSIEGCS diverses, ce qui montre la prépondérance du sexisme systématique :
- La discrimination reposant généralement sur une perception des choses, l'homo/trans/biphobie peut varier considérablement en fonction du contexte et d'une personne à l'autre. Par conséquent, il est impératif d'adapter les interventions à leur contexte.

La plupart des outils tendent à homogénéiser la situation des groupes aux OSIEGCS diverses. Ceci engendre la création de solutions «uniques» arbitraires qui ne tiennent pas compte de certains groupes. Si les personnes aux OSIEGCS diverses sont souvent exposées au même genre de discrimination, il faut aussi tenir compte de leur environnement et d'autres aspects de leur identité pour mieux comprendre celles-ci et leur fournir des services adéquats. Alors que l'on parle fréquemment des homosexuels et des femmes trans, les lesbiennes, les femmes et les hommes bisexuels, les hommes trans, les personnes intersexuées et certains groupes locaux sont souvent placés dans la catégorie «autres» et passent inaperçus parmi les personnes aux OSIEGCS diverses.

Discrimination fondée sur l'OS

Les **personnes bisexuelles et pansexuelles** font souvent l'objet d'une double discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, soit par des membres des groupes aux OSIEGCS diverses, soit des personnes extérieures à celles-ci: les premiers les voient comme des «opportunistes», et les seconds comme des lesbiennes ou des homosexuels. Le préjugé selon lequel les personnes bisexuelles et pansexuelles «ont le choix» peut rendre illégitime leur expérience ainsi que leur accès aux services [49].

Associé au genre et à la maternité, l'orientation sexuelle des **femmes lesbiennes et bisexuelles** engendre souvent exclusion des services de SDSP de ces dernières [49]. Quant aux **hommes homosexuels**, ils sont souvent la cible de lois criminalisant les comportements sexuels, souvent héritées de l'époque coloniale [27] ou du conservatisme religieux [2]. **Les comportements sexuels non conformes ou les intentions perçues comme telles peuvent conduire à la détention, à des maltraitances ou à des exécutions/meurtres dans certains contextes.** Il arrive que des mesures de «correction» soient employées pour contraindre une personne à adopter une sexualité conforme, comme le mariage forcé, le viol ou les meurtres d'honneur, des mesures qui visent surtout les femmes [21, 22, 28, 33, 39, 44, 49]. Les **personnes asexuelles** sont le plus souvent invisibles dans la société, mais sont davantage exposées au mariage forcé et à la VBG [16, 40, 49].

Discrimination fondée sur l'IEG

En plus du sexisme, la discrimination basée sur l'identité et l'expression de genre concerne particulièrement les **femmes qui s'identifient comme ayant des OSIEGCS diverses** (les lesbiennes et femmes transsexuelles, p. ex.). Elles sont plus souvent cantonnées à l'espace domestique ou à des emplois

informels et possèdent des niveaux d'éducation inférieurs, ce qui les rend plus dépendantes de leur famille. Dans les cas où elles sont rejetées par leur famille, elles sont souvent contraintes à avoir recours au travail du sexe pour survivre [33, 47]. Si le travail du sexe est une réalité pour les femmes aux orientations sexuelles diverses, l'amalgame entre ces personnes et ce type de travail peut souvent être à l'origine de maltraitances et de violences [22]. La définition restreinte du genre des femmes aux OSIEGCS diverses entrave souvent leur accès aux services adéquats ou leur possibilité de sortir d'une relation abusive et d'exploitation [49]. Bien que l'on constate une représentation croissante de « femmes » dans la gestion des catastrophes, ces représentantes sont cependant souvent « cis et hétérosexuelles » [16].

En raison de leur expression de genre non conforme aux normes cisgenres, **les personnes trans*** sont souvent la cible de pratiques transphobes. Ces personnes sont davantage exposées à la discrimination et aux maltraitances dans les systèmes de l'éducation [20, 34], du logement [4, 26, 29, 36] et de l'emploi [8, 33, 34, 50]. Leurs expressions de genre non conformes peuvent être perçues comme compromettant les normes sociales et les exposer à des risques accrus de détentions, d'abus sexuels et

physiques, et de meurtres [44]. Le fait que les documents d'identité soient focalisés sur les organes génitaux des personnes trans* et intersexuées peut souvent créer des incohérences entre le genre exprimé et le sexe déclaré à la naissance de ces personnes [44, 45].

Détenir des documents ne correspondant pas à son genre déclaré peut empêcher une personne d'avoir accès à des services et constituer un motif de détention pour usurpation d'identité [33, 49].

En raison de la perspective binaire du genre (homme ou femme uniquement), certaines personnes trans* et certains autres groupes au genre non conforme ne déclarent pas le genre avec lequel ils s'identifient et se retrouvent souvent exclus des services genrés [34]. De plus, il existe à travers le monde une multitude de groupes au genre non conforme : les Warias en Indonésie [2], les Baklas aux Philippines [7, 12, 13], les Aravanis en Inde [2, 22, 38], les Fa'afafine à Samoa [4, 12], les Fakaleiti à Tonga, les Mahu à Hawaï et Tahiti, et les Whakawahine en Nouvelle-Zélande, entre autres [12, 19, 37]. Ces groupes ne correspondent pas aux notions occidentales des personnes trans* et ne sont pas pris en compte par les organisations occidentales ou nationales qui recensent ces personnes et leur fournissent des services en période de crise.

Notons qu'aucune publication ne faisait état des **hommes trans**, à part leur manque d'accès aux services de SDSP (ex. distribution d'articles pour les menstruations et l'hygiène) [31, 36, 49].

Les **hommes se déclarant victimes de VBG** n'ont pas accès à des services adaptés (qui sont principalement destinés aux femmes) et peuvent être retraumatisés lorsqu'ils sollicitent ces services [3, 20]. Les hommes ayant des OSIEGCS diverses peuvent être perçus comme des « traîtres » par les hommes cis-hétérosexuels et faire l'objet de maltraitements supplémentaires dans certains environnements masculins (centres de détention, p. ex.) [44]. Les hommes ayant des OSIEGCS diverses tentent parfois de se conformer aux normes de masculinité afin d'éviter toute discrimination supplémentaire, en particulier lorsqu'ils sollicitent une aide psychologique et psychosociale [7,22].



Discrimination fondée sur les CS

Jusqu'à aujourd'hui, les systèmes de santé ont considéré les caractéristiques sexuelles diverses comme un handicap, les qualifiant souvent de «troubles du développement sexuel» [43, 44, 47, 49]. Peu d'outils traitent des questions liées à l'intersexualité. Ceux qui le font abordent le sujet des interventions médicales injustifiées et sans consentement, telles que les mutilations génitales ou les stérilisations forcées [27, 47, 49]. Les personnes intersexuées sont plus exposées aux abus physiques et sexuels dès leur plus jeune âge, car elles sont parfois considérées comme de «mauvaises personnes» ou des personnes nécessitant des interventions médicales «correctives» pour faire en sorte que leur corps corresponde aux normes binaires caractérisant un homme ou une femme [44]. En raison de la stigmatisation, il arrive que certaines familles ne déclarent pas un enfant intersexué, ce qui réduit leur accès aux services et aux droits de la personne [34,44]. L'intersexualité suscite beaucoup d'incompréhension. Bien que certaines personnes intersexuées aient le sentiment de ne pas appartenir aux groupes aux OSIEGCS diverses, il arrive qu'elles soient associées à tort aux communautés trans* [44], comme le font certains outils :

« Malgré ces limites [de ne pas avoir de participants intersexués], nos constatations s'appliquent aux réfugiés intersexués puisqu'ils sont présents dans toutes les régions où nous avons recueilli des données et qu'il est bien connu qu'ils font face à des persécutions et des discriminations similaires». [33]

Si les personnes intersexuées ont parfois des besoins similaires à ceux des personnes trans* (thérapies hormonales ou chirurgies de réaffirmation du genre avec lequel elles s'identifient, p. ex.), il faut rappeler que c'est leur corps et non leur identité qui est à l'origine de discrimination [44,45].

Autres discriminations interconnectées

Les personnes aux OSIEGCS diverses sont aussi soumises à d'autres motifs de discrimination, comme leur âge. Les **jeunes** aux OSIEGCS diverses risquent davantage d'être victimes de discrimination au sein de leur famille et à l'école [19,20,31,49]. Différentes formes d'abus (psychologique, physique, sexuelle, etc.) à un stade précoce de leur vie peuvent accroître leurs risques d'exclusion sociale et d'analphabétisme, de gagner des revenus moindres, et d'être sans domicile fixe [31]. La forte dépendance des jeunes aux OSIEGCS diverses à l'égard de leurs parents, de leur famille ou de l'école peut les maintenir dans des environnements dangereux, voire abusifs, où les relations sont marquées par l'homo/bi/transphobie. Ils sont plus facilement influencés par les mythes et la désinformation (l'homosexualité est un « péché », « contre nature », une « propagande de l'Occident », p. ex.), les exposant à une pression accrue pour se conformer, une baisse de l'estime de soi ou des idées suicidaires [18]. Les **migrants mineurs et non accompagnés** aux OSIEGCS diverses sont très vulnérables et leurs besoins requièrent une évaluation approfondie lorsqu'ils sont placés dans des familles ou en institution [49]. Les jeunes aux OSIEGCS diverses n'ont souvent pas voix au chapitre, en particulier les jeunes filles, et sont plus exposés à la négligence et au mariage forcé à un âge précoce [20, 21]. Les **personnes**

intersexuées victimes de discrimination sont souvent soumises à des interventions médicales à un âge précoce [49]. Aucun outil identifié n'abordait la situation des **personnes âgées** ayant des OSIEGCS diverses.

La discrimination fondée sur le statut socioéconomique a souvent une corrélation avec le sexisme, ce qui a tendance à réduire l'accès des **femmes** aux OSIEGCS diverses à des emplois officiels, stables et sûrs. Les **personnes ayant un statut socioéconomique inférieur**, comme celles qui vivent dans des camps ou sont sans abri, se retrouvent plus exposées lorsqu'elles cherchent à obtenir des services ou qu'elles se rendent dans des structures d'aide [7, 16]. Ayant tendance à se concentrer dans des quartiers plus abordables, les groupes aux OSIEGCS diverses risquent d'être davantage ciblés par les services de police [33], d'être plus éloignés des sources d'informations et des services dont ils ont besoin (et de se retrouver davantage exposés dans les transports pour s'y rendre) et de devoir vivre dans des logements non sécurisés ou en colocation [22]. Les quartiers où vivent des personnes aux OSIEGCS diverses peuvent être plus touchés par les catastrophes (car il s'agit souvent de zones moins désirables) et être relégués au dernier rang lors d'activités de reconstruction [7, 22].

Le **pays d'origine** de ces personnes peut également être un motif de discrimination, en particulier pour les personnes migrantes aux OSIEGCS diverses. Elles peuvent ainsi se sentir doublement discriminées : de par le comportement xénophobe de la population d'accueil, et le comportement homo/bi/transphobe de leurs propres compatriotes [3, 27, 49, 50]. Là encore, ces personnes peuvent être perçues à la fois comme un fardeau économique par la population d'accueil (parce qu'elles ont recours à des ressources et des services publics, p. ex.) [17] et à la fois comme une source de revenus par les membres de leur famille restés dans leur pays d'origine (qui leur demandent d'envoyer ou de reverser leurs revenus gagnés à l'étranger, p. ex.) [8]. Très peu d'outils s'intéressent à la discrimination fondée à la fois sur les OSIEGCS diverses et le racisme (en dehors des enjeux de migration) [37] et sur le capacitisme (sauf dans les documents généraux ou en lien avec la VBG) [3, 31, 49].

Recommandations relatives à la discrimination basée sur l'OS, l'IEG et les CS

- S'informer sur la manière dont l'OS, l'IEG et les CS sont perçus à l'échelle locale, ainsi que sur les discriminations spécifiquement liées à ces motifs.
- Sensibiliser le public et plaider pour la reconnaissance des concepts d'OS, d'IEG et de CS, que ce soit sur le lieu de travail ou au sein de la population locale.
- Adopter des pratiques intersectionnelles pour mieux évaluer et comprendre comment l'OS, l'IEG et les CS ainsi que d'autres aspects de la vie (âge, origine ethnique, religion, etc.) peuvent influencer sur la prestation de services.

Approche socio-écologique des situations d'urgence

Principales constatations

- La discrimination se produit à tous les niveaux socio-écologiques, que ce soit dans la sphère politique et au niveau individuel, poussant les personnes visées à intérioriser l'homo/trans/biphobie et à se rendre invisible ;
- Le manque de contact avec les groupes aux OSIEGCS diverses permet aux stéréotypes de persister et donne la fausse impression que ces groupes n'existent pas ;
- Le manque de représentation des groupes aux OSIEGCS diverses dans les politiques et la documentation des organisations leur porte préjudice ;
- Qu'il s'agisse d'abroger une loi discriminatoire ou de sensibiliser la population ou des collègues, il convient et il est impératif de prendre position et de défendre les droits de la personne à tous les niveaux socio-écologiques.

Adopter une approche socio-écologique peut permettre de classifier les différentes problématiques touchant les personnes aux OSIEGCS diverses selon qu'elles concernent le plan individuel, interpersonnel, organisationnel, communautaire ou politique.



Au niveau individuel

Craignant d'être discriminées, certaines personnes aux OSIEGCS diverses pourraient éviter de solliciter des services ou ne les solliciter que de façon limitée [3,43]. Prenant sa source dans les discriminations existant avant la crise, cette crainte ainsi que la peur de « sortir du placard » (en raison d'un manque de confidentialité, p. ex.) engendrent encore plus de discriminations [23, 33]. Voyant leur vie ou leur dignité menacées, ces personnes adoptent souvent des mécanismes de dissimulation pour « rester discrets ou vivre dans l'ombre », ce qui complique leur identification et la prestation de services [22,32,33,45]. L'obligation de « se faire discret·e » pour éviter d'être discriminé·e peut s'apparenter à une forme de persécution, et la peur d'être persécuté·e doit être interprété comme une atteinte aux droits de la personne [39]. Cette tendance à « vivre dans l'ombre » conduit souvent ces personnes à ne pas pouvoir combler l'ensemble de leurs besoins (besoins psychosociaux, médico-légaux ou de subsistance, p. ex.).

En raison d'une sexualité, d'une identité ou d'une expression de genre et de caractéristiques sexuelles non reconnues, stigmatisées ou illégales, il arrive que ces besoins ne soient pas toujours légitimés par les prestataires de services [49].

Tandis que leurs besoins ne sont pas toujours pris en compte, il en va de même

pour les capacités des personnes aux OSIEGCS diverses, souvent considérées comme des populations vulnérables [2, 7, 12, 13, 16,38,40, 50]. Le fait de se focaliser sur des vulnérabilités peut rendre invisibles des capacités importantes ou des aspects de la vie de ces personnes (cf.: *Circle of Capacities* (30)) et les inciter à se tenir à l'écart durant les interventions d'urgence [40].

Au niveau interpersonnel

Les interactions avec des prestataires de services de tous les types d'organisations peuvent être marquées par des comportements homo/bi/transphobes. Ces comportements sont souvent importuns et tendent à remettre en question, à vouloir conformer ou à « corriger » les personnes aux OSIEGCS diverses [39]. Les relations interpersonnelles dépendent souvent de la décision d'une personne de « rester dans le placard » ou d'en « sortir » [32]. Parmi les arguments avancés pour ne pas divulguer des OSIEGCS diverses, citons la crainte d'être discriminé-e, les problèmes de sécurité ou le manque de soutien social [32, 49]. Il s'agit d'une expérience vécue à la fois par les bénéficiaires et les prestataires de services, dont le personnel humanitaire [32]. Les convictions personnelles des différents prestataires de services tendent également à exclure les personnes aux OSIEGCS diverses. Une

fausse idée récurrente est le fait qu'il est déjà difficile de fournir des services à tout le monde, et encore plus si l'on doit créer des programmes spécifiques pour un petit nombre de personnes [19]. On considère alors les ressources comme un jeu gagnant-perdant, où le fait de consacrer des ressources à un groupe spécifique revient à les détourner d'autres groupes. Une deuxième fausse idée est liée à la peur de faire plus de mal que de bien aux groupes aux OSIEGCS diverses [19, 31]. Cette crainte s'explique de deux façons. Tout d'abord, **les prestataires de services font preuve d'un manque de connaissances important en matière d'OSIEGCS diverses, surtout sur des notions de base** : qu'est-ce que l'orientation sexuelle, les caractéristiques sexuelles ou la différence entre sexe et genre ? [15, 31, 49] La méconnaissance des questions d'OSIEGCS ouvre la voie à des perceptions anecdotiques et stéréotypées des personnes aux OSIEGCS diverses (les homosexuels sont efféminés, les lesbiennes sont des « garçons manqués », les caractéristiques sexuelles et les identités de genre non conformes sont des problèmes médicaux, p. ex.) et à l'utilisation d'un langage inapproprié (avec des questions importunes ou indéliques, p. ex.) [27, 39, 41, 44, 49]. Deuxièmement, les questions d'OSIEGCS peuvent être considérées comme controversées sur le plan moral, politique, religieux ou culturel [18,32]. Certains prestataires de

services préfèrent éviter de s'opposer aux normes sociales ou nationales plutôt que d'adopter une approche professionnelle plus conflictuelle ou fondée sur les droits de la personne, qui conduirait à fournir des services en dépit des normes discriminatoires [9, 31, 33].

Au niveau organisationnel

Les situations problématiques dans les organisations sont souvent influencées par les convictions personnelles mentionnées ci-dessus. Le **manque de compréhension des OSIEGCS diverses** explique l'absence de directives et de plans d'action spécifiques concernant les personnes aux OSIEGCS diverses au sein des organisations [13]. **La plupart des plans nationaux d'intervention d'urgence n'abordent pas les questions liées aux OSIEGCS diverses, en particulier liées aux groupes locaux qui ne s'identifient pas avec la notion occidentale de personnes «LGBTIQ+»** (les Aravanis, les Warias, les Baklas, p. ex.) [13, 16, 22], ou limitent ces questions à des secteurs humanitaires spécifiques (et avec des ressources moindres), comme la VBG et la protection (c'est-à-dire la défense des droits de la personne) [1,8,9], d'où la nécessité d'adopter une approche intégrée à travers les divers secteurs [4]. La priorité accordée à ces groupes de personnes peut devenir occasionnelle et non systématique (services inégaux fournis

par différents bureaux du HCR, p. ex.) [29]. La priorisation de ces questions est ainsi liée à la motivation individuelle du personnel [9] ou à des risques menaçant la réputation de l'organisation, selon que ces questions sont inscrites ou non à l'ordre du jour [47], chose rare dans les sphères de la haute direction [2, 8, 16].

En plus de la méconnaissance des organisations sur les questions d'OSIEGCS diverses, **la collecte de données** pose également problème et empêche les organisations d'améliorer leurs connaissances sur ce sujet. **Il est rare que les bases de données utilisées à l'heure actuelle recueillent des renseignements sur les OSIEGCS.** Elles ont plutôt recours à des marqueurs principalement basés sur la notion binaire du sexe déclaré à la naissance (féminin ou masculin), plutôt que sur le genre [4, 9, 38, 49]. Des progrès ont été accomplis, mais ils restent minimes. En 2021, le HCR a rendu obligatoire la ventilation des données par âge et par sexe (et non par genre) pour tous ses bénéficiaires [9]. Utilisé et encouragé par le CPI, le Marqueur de genre et d'âge (MGA) (pour l'évaluation des projets) permet de dénombrer les personnes «LGBTI», mais regroupe les groupes aux OSIEGCS diverses en une seule et même catégorie, et englobe les données relatives au sexe et au genre [9]: sur l'ensemble des projets évalués et compilés dans la base de

données numérique du MGA, seuls 2,11 % concernaient les populations «LGBTI», contre 87,12 % qui concernaient les «femmes/filles» et 80,27 % qui concernaient les «hommes/garçons» (31). Une meilleure prise en compte des concepts d'OSIEGCS dans cet outil permettrait de mieux rendre compte de ces questions spécifiques [4, 9].

Les **méthodes** utilisées par les organisations pour recueillir des données doivent aussi être repensées. Les personnes aux OSIEGCS diverses peuvent se sentir exposées en participant à des sondages, des entrevues ou des groupes de discussion, ce qui pourrait les dissuader de participer à la collecte de données [16]. Le fait qu'elles soient peu représentées dans les données peut donner la fausse impression qu'elles n'existent pas. Vu la taille significative de l'échantillon, on peut supposer qu'environ 5 % des personnes participantes sont issues des groupes aux OSIEGCS diverses [4, 19]. La collecte de données doit également permettre de faire un suivi de l'allocation des fonds afin de documenter les ressources consacrées aux questions d'OSIEGCS diverses et de créer des mécanismes de rétroaction pour les bénéficiaires du projet afin d'évaluer les lacunes potentielles dans l'allocation de ces fonds [9].

Les **relations des organisations avec les groupes aux OSIEGCS diverses** peuvent être divisées en trois catégories : prestation de services, partenariats et inclusion. La **prestation de services** peut s'appuyer sur une perception hétérosexuelle ou cisgenre de la famille, de la société ou d'une personne, menant à l'exclusion des groupes aux OSIEGCS diverses [7, 9, 38]. Les organisations internationales peuvent également ignorer que les groupes locaux ne s'identifient pas avec les notions occidentales de personnes «LGBTIQ+», menant à leur exclusion des services [12, 16]. Le manque de personnel dédié à l'établissement de relations avec ces différents groupes de personnes complique la mise en œuvre des directives et la prestation de services [18, 29, 46]. Créer des **partenariats** avec des organisations locales est souvent proposé pour éviter les pièges cités précédemment. Bien que les organisations représentant les groupes aux OSIEGCS diverses et défendant leurs intérêts sont présentes dans différents contextes, elles doivent parfois opérer dans l'illégalité et avec des ressources très limitées [4].

«À Kampala, le groupe de soutien Angels, dirigé par des réfugiés, a créé un centre d'accueil de fortune pour les réfugiés LGBTI qui, autrement, seraient sans abri. Les membres de ce groupe peinent à trouver des fonds pour faire fonctionner ce centre d'accueil, et plus de 10 personnes vivent dans un espace conçu pour deux personnes seulement. Cette solution civique élaborée par des réfugiés pour des réfugiés répond à un besoin urgent et ne bénéficie pourtant d'aucun soutien financier de la part des intervenants humanitaires.» [33]

L'établissement d'un partenariat avec ces groupes doit se faire en reconnaissant leur situation, en proposant de renforcer leurs capacités en fonction de leurs ambitions et reposer sur une relation de confiance à long terme [8, 27, 34, 49]. Enfin, les **objectifs d'inclusion** doivent viser une plus grande représentation des personnes aux OSIEGCS diverses au sein du personnel, et ce, à tous les niveaux de l'intervention d'urgence, depuis la phase de conception et de mise en œuvre jusqu'à la prise de décision [47]. Les organisations doivent adopter une position claire sur le respect des droits de la personne, y compris ceux des personnes aux OSIEGCS diverses [4, 27, 33, 49].

La **formation et la sensibilisation du personnel** au sein des organisations ont été le plus souvent citées comme de potentielles solutions. La formation la plus complète était celle de l'OIM/HCR, qui reposait sur la politique «Âge, genre et diversité» et était accompagnée de conseils pratiques [41]. Cette formation aborde les multiples aspects concernant les migrants aux OSIEGCS diverses, en présentant la terminologie adaptée, le droit international, l'importance de créer des espaces sûrs, les mythes et réalités concernant les OSIEGCS, les interactions requises avec ces groupes, les questions de protection, etc. Toutes les organisations n'ont pas accès à des formations aussi exhaustives ni à la possibilité de réfléchir à leurs propres idées préconçues à l'égard de ces groupes. Par conséquent, il est impératif d'avoir recours à des approches plus intersectionnelles et féministes dans la réduction des risques de catastrophe (RRC) [4, 8,13, 16, 26, 27, 31, 50]. Ainsi, il incombe principalement au personnel d'identifier les besoins et les capacités des groupes aux OSIEGCS diverses, de réduire les préjugés et l'incompréhension à l'égard de ceux-ci, ainsi que de sensibiliser aux droits de la personne et à l'obligation de les respecter, ce qui nécessite une professionnalisation accrue dans le domaine [27, 49, 50].



Au niveau communautaire

Au niveau communautaire, l'exclusion des groupes aux OSIEGCS diverses se produit dans différentes sphères sociales comme la famille, le quartier, les groupes religieux ou le lieu de travail. Cette exclusion est alimentée par des mythes selon lesquels les personnes aux OSIEGCS diverses seraient des personnes malades ou immorales [17, 44]. Ces préjugés homo/bi/transphobes engendrent une peur de côtoyer des personnes aux OSIEGCS diverses et de s'exposer à des représailles pour celles et ceux qui le font [33]. Si les personnes non-membres des groupes aux OSIEGCS diverses sont perçues comme étant des alliées, elles peuvent aussi être visées par les mêmes mesures de « corrections » [28, 44]. Quant aux groupes religieux conservateurs, ils peuvent accuser les personnes aux OSIEGCS diverses d'être responsables des catastrophes qui surviennent, servant de punition divine pour leurs péchés [8, 22].

« Les communautés LGBTI ont été encore plus marginalisées lorsque l'Église les a accusées d'être « responsables » du tremblement de terre. À la suite de ces sermons accusateurs, des hommes homosexuels et bisexuels ont été agressés. » [7]

« Des experts orthodoxes russes ont accusé les militants LGBT d'avoir provoqué l'éruption du volcan Eyjafjallajökull en Islande le 14 avril, tandis qu'en Iran, l'Imam conduisant la prière du vendredi à Téhéran a déclaré que l'adultère et « le laxisme de certaines femmes » étaient la cause des tremblements de terre. » [22]

Les entreprises peuvent éviter d'embaucher ces personnes afin de ne pas « compromettre leur image » [17], tandis que les familles peuvent les négliger ou les rejeter pour éviter d'être jugées ou exclues par leur entourage [2, 8, 17, 47].

« Les conversations menées selon la méthode de dialogue de *Talanoa* [Fidji] ont révélé que même si les familles sont prêtes à accepter que l'un des leurs fasse partie d'une minorité sexuelle ou de genre, elles peuvent se sentir contraintes par leur entourage de forcer cette personne à quitter le village. » [8]

Hormis les Fa'afafines de Samoa qui occupent diverses fonctions gouvernementales, rares sont les groupes aux OSIEGCS diverses participant officiellement à la RRC et à l'aide d'urgence [4, 12]. **Le « recensement », l'« identification », la « mobilisation » et la « consultation » de ces groupes de**

personnes constituent les principaux moyens de «garantir» leur représentation.

En dépit de leur marginalisation, certains groupes aux OSIEGCS diverses continuent de participer aux activités de RRC et d'aide d'urgence. Ils ont souvent recours aux réseaux informels qui fonctionnent en parallèle des activités et des services officiels. Ces réseaux informels (parfois appelés «familles choisies») offrent des espaces plus sûrs, un soutien psychosocial ainsi qu'une protection, des services et des renseignements spécifiques et adaptés [2, 8, 47]. Toutefois, en cas de crise (perte de ressources, nécessité de se cacher ou de se déplacer), ces réseaux peuvent se trouver fragilisés et rester cachés du monde extérieur (des personnes migrantes étrangères, du personnel humanitaire, etc.) [17, 22, 23]. Il incombe donc au personnel humanitaire de s'efforcer de contacter ces réseaux informels [49].

Au niveau politique

Au **niveau international**, un nombre grandissant d'organes conventionnels (comités internationaux de surveillance des droits de la personne) interprètent les conventions internationales en intégrant et en reconnaissant la nécessité de protéger les groupes aux OSIEGCS diverses [28, 41]. Parmi ces organes conventionnels les plus notoires appelant à la protection des groupes aux OSIEGCS diverses, citons le Comité des droits de l'homme, le Comité contre la torture, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le HCR (voir les références dans [28, 39]). Bien que les OSIEGCS ne constituent pas des motifs explicites de protection dans le droit international, ces caractéristiques peuvent relever d'autres critères tels que le « sexe », les « opinions politiques ou autres », ou « tout autre critère similaire » [28]. Par ailleurs, de plus en plus de tribunaux régionaux, principalement les Cours européenne et interaméricaine des droits de l'homme émettent des décisions et des commentaires à ce propos. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a également adopté une résolution (en 2014) appelant explicitement à la fin des discriminations et des abus fondés sur l'OS et l'IG en Afrique [28]. Bien

que ces politiques se multiplient, elles demeurent toutefois complexes pour les personnes qui les utilisent et pour les organes conventionnels qui tentent de les rendre plus contraignantes envers les responsables de persécutions.

Au **niveau national**, des lois continuent de criminaliser les actes sexuels consensuels entre personnes de même sexe (64/193 pays), sept pays ayant officiellement ordonné des condamnations à mort en 2023 (32). Le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux [Cinquième édition] continue de considérer les identités trans* et l'intersexualité comme des pathologies, en les qualifiant de « dysphorie de genre » et de « trouble du développement sexuel » (32). En 2023, 72 pays n'autorisaient pas la reconnaissance légale du genre, et d'autres législations exigeaient encore de subir une opération chirurgicale ou une stérilisation pour l'obtenir (32). Seuls neuf pays imposaient des restrictions concernant les interventions médicales subies par les enfants intersexués et seuls 24 réglementaient les « thérapies de conversion » (32). Des lois nationales non spécifiques ciblent également de manière disproportionnée les groupes aux OSIEGCS diverses, comme les personnes trans* (les accusant d'usurpation d'identité, de débauche publique, ou de délit de vagabondage) ou les hommes homosexuels (lois sur la sodomie, p. ex.) [33, 44, 49].

« Le Code pénal qui interdit les relations entre personnes de même sexe – la police et les institutions gouvernementales utilisent ce Code pénal pour lutter contre la communauté LGBT... Si [un homme] signale des violences sexuelles dans un centre de santé gouvernemental, il ne recevra probablement aucune aide. ... En fait, vous risquez d'avoir beaucoup plus d'ennuis si vous le signalez – ils diront que vous faites partie [sic] de la communauté LGBTI. » [3]

Certains **cadres juridiques et politiques** ne prennent pas en compte les groupes aux OSIEGCS diverses qui se retrouvent ainsi exclus des services et des mesures de protection. Par exemple, dans certains pays, seuls les couples mariés (Japon et États-Unis) ou les personnes enregistrées comme homme/femme (Inde et Népal) peuvent recevoir des compensations financières, ce qui prive les couples de même sexe et les personnes trans* de cette aide [4, 12]. Les activités de reconstruction peuvent également se concentrer sur les quartiers des classes moyennes et supérieures (en Haïti et au Chili, p. ex.), considérant comme des interventions de second ordre les zones accueillant plus de groupes aux OSIEGCS diverses [22]. Les familles peuvent également être automatiquement considérées

comme des familles hétérosexuelles avec des enfants biologiques (États-Unis, p. ex.), ce qui exclut les partenaires de même sexe avec des enfants adoptés (ou des familles choisies) [7].

Les outils ont mis en évidence la nécessité d'adopter des politiques intégrant les questions de genre, qui dépassent le schéma binaire homme/femme. Les idées préconçues selon lesquelles l'hétérosexualité, la cisidentité, l'endosexualité et la famille nucléaire sont plus naturelles devraient être repensées [16]. Aux niveaux national et international, les responsables politiques doivent être sensibilisés à ces questions, car ils peuvent avoir tendance à appliquer dans leurs politiques les mythes et stéréotypes décrits précédemment [7, 20]. Ceci peut engendrer une hypersexualisation des groupes aux OSIEGCS diverses (en se concentrant sur les actes ou les caractéristiques sexuels, p. ex.) et une dissolution de leur identité (qui fait l'objet de discriminations) [39]. **Les politiques doivent s'abstenir d'utiliser les groupes aux OSIEGCS diverses comme des mesures symboliques pour faire croire à leur inclusion :**

«... le terme « populations touchées » est trop général et trop simpliste pour tenir compte des vulnérabilités particulières de certains groupes de population, comme les minorités sexuelles et de genre, d'autant plus

que ces vulnérabilités sont « peu étudiées et mal comprises, ce qui peut conduire à des lacunes en matière de protection. » [8].

«Ajouter les « minorités LGBTQ+ » ou « minorités sexuelles et de genre » à la fin d'une longue liste de groupes touchés ou marginalisés sera également inefficace. Bien que mentionner spécifiquement les minorités sexuelles et de genre dans la documentation est un premier pas vers leur reconnaissance, cela risque également de susciter des mesures symboliques ou sporadiques qui ne s'attaquent pas aux discriminations sous-jacentes, habituelles et systémiques, fondées sur des idées préconçues hétéronormatives, cisnormatives et binaires.» [8]

En raison du caractère invisible de ces groupes, certaines politiques peuvent ne pas contenir de renseignements spécifiques à leur égard, mais ceci peut aussi être considéré comme « voulu » [8], à l'image des Objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs de développement durable, ou d'autres cadres importants de gestion des catastrophes (cadres de Hyogo et de Sendai, p. ex.), où aucune mention claire n'apparaît sur les questions d'OSIEGCS. Dans une revue documentaire de certaines politiques,

« Les mentions de «LGBTIQ+», «OSIEGCS», «orientation sexuelle» et «identité de genre» ... [apparaissent] presque exclusivement: a) dans le cadre d'une liste concernant d'autres dimensions de l'inégalité: b) dans une note de bas de page: ou c) dans le glossaire.» [18]

Le travail mené sur le genre binaire dans les politiques et les normes a contribué à créer un cadre illustrant les différents degrés d'intégration des questions d'OSIEGCS diverses dans les politiques et les interventions [9]. Des activités de sensibilisation doivent être menées pour exposer les situations de discrimination dont sont victimes les groupes aux OSIEGCS diverses dans tous les domaines de la vie et pour activer les mécanismes requis pour faire changer les systèmes existants.

Recommandations pour les niveaux socio-écologiques

- Adopter une approche fondée sur les droits de la personne pour légitimer et défendre les politiques et lois antidiscriminatoires au niveau national ou international:
- Créer des mécanismes de reddition des comptes concernant les groupes de population vulnérables (en sollicitant la participation et l'opinion des groupes aux OSIEGCS diverses, p. ex.):
- Créer des espaces plus sûrs pour interagir avec les groupes aux OSIEGCS diverses:
- Tenir compte du fait que 5 % de la population appartient à un groupe aux OSIEGCS diverses et octroyer des fonds spécifiques de manière proportionnelle.

Questions abordées dans les dimensions de l'aide humanitaire

Principales constatations

- Les discriminations existant avant la crise font partie du contexte dans lequel se déroule le travail humanitaire. Le personnel humanitaire doit donc être davantage conscient de ces discriminations afin de travailler plus efficacement :
- Tous les secteurs de l'aide humanitaire (éducation, protection, VBG, santé, abris, WASH) présentent des formes de discrimination :
- Les approches cloisonnées qui existent empêchent les différents secteurs de partager leurs pratiques exemplaires entre eux, montrant la nécessité d'une approche humanitaire transversale pour mettre fin à la discrimination :
- La participation des groupes aux OSIEGCS diverses à la RRC ou aux interventions humanitaires est faible et est largement considérée comme la prochaine étape pour répondre plus efficacement aux catastrophes et faire respecter les droits de la personne.

Les outils abordaient différents thèmes de l'aide humanitaire, dont 28 (55 %) traitaient des « Partenariats » avec les groupes aux OSIEGCS diverses (Figure 5). Les dimensions « Santé » et « Abris » ont été abordées dans 20 outils (40 %), la « Protection » et la « Migration » dans 19 (37 %), la « VBG » dans 18 (35 %), la « Réinsertion et moyens de subsistance » dans 16 (31%), la dimension « WASH » dans 7 (14 %), l'« Éducation » dans 6 (11 %) et la « Distribution de nourriture et d'articles non alimentaires » dans 5 (10 %). Les outils spécifiquement axés sur les groupes aux OSIEGCS diverses (n=40), par rapport aux outils non spécifiques (n=11), sont

proportionnellement plus susceptibles de n'aborder que trois dimensions : « Partenariats », « Migration » et « Abris » (Figure 6). Une plus grande représentation de toutes les autres dimensions est observée dans les outils ciblant d'autres groupes de population. Il convient de noter que les dimensions les moins couvertes par les outils spécifiques sont la « Distribution de nourriture et d'articles non alimentaires » (5 %), « WASH » (10 %) et l'« Éducation » (10 %) – la première présentant la plus grande différence de représentation, avec près de la moitié des outils non spécifiques qui l'abordait.

Figure 5

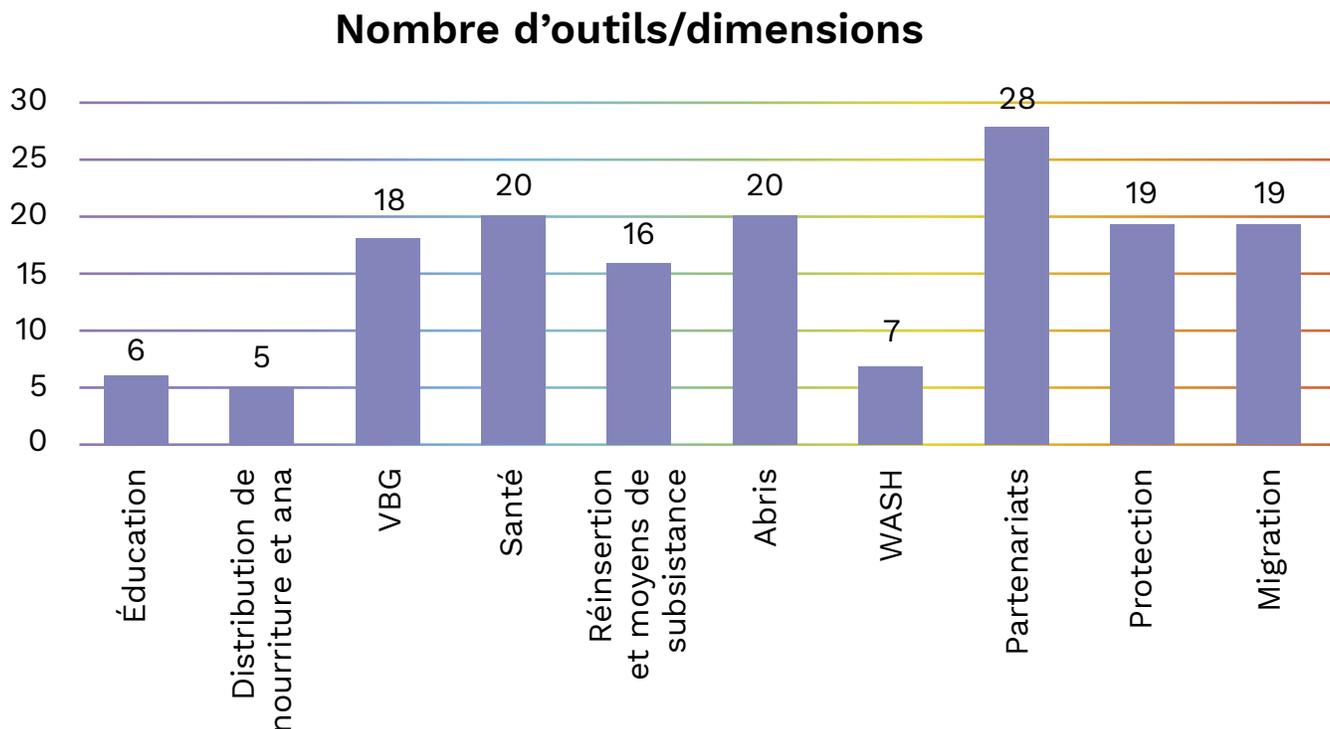
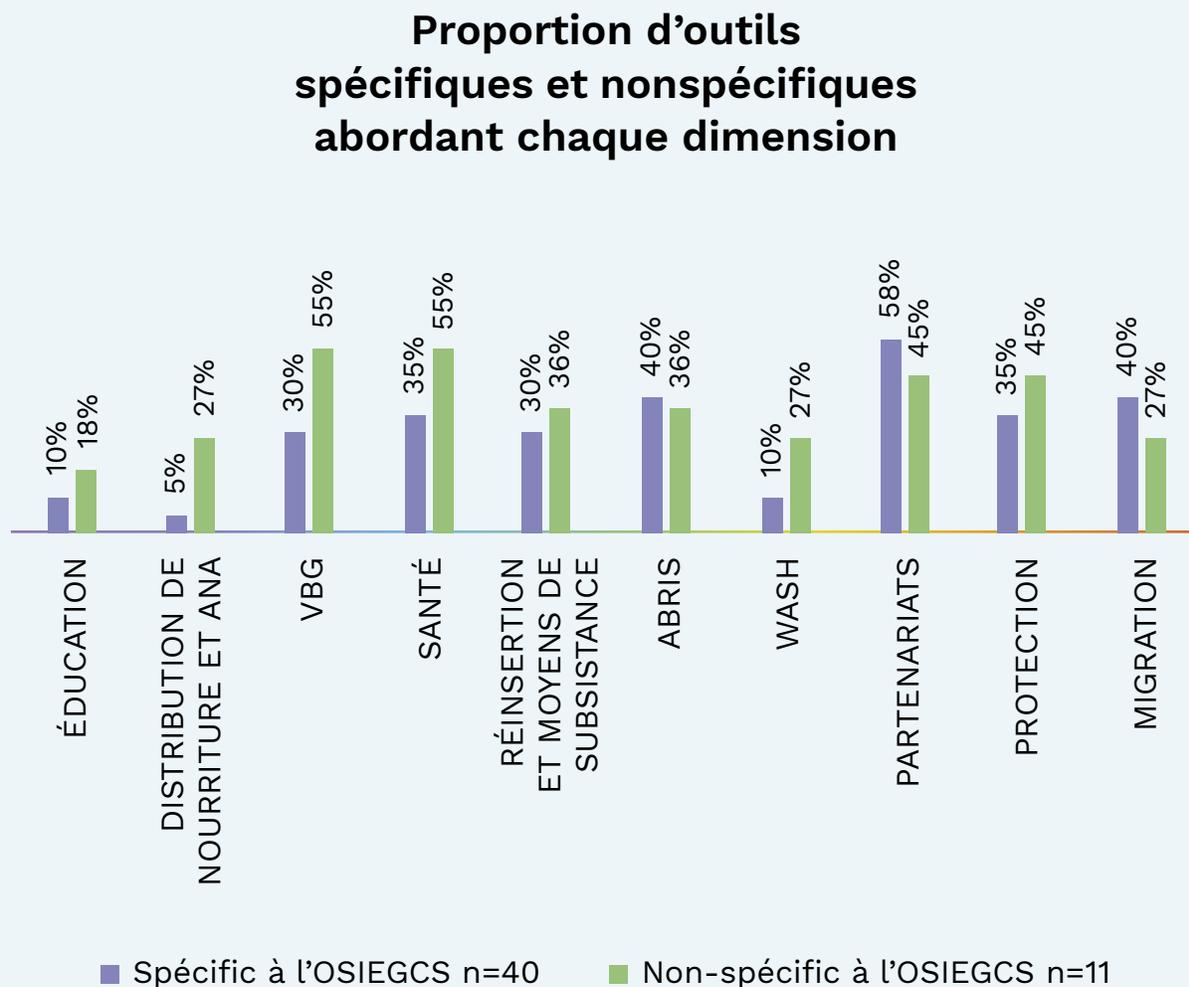


Figure 6



Les dimensions abordées par un plus grand éventail d'outils étaient: «Partenariats» (formats absents: outils d'évaluation et formations), «Protection» (formats absents: revues et plans d'action), «Santé» (formats absents: éditoriaux et plans d'action) et «VBG» (formats absents: outils d'évaluation et plans d'action) (revoir Figure 4). Les dimensions «WASH» et «Éducation» étaient abordées par un éventail d'outils

moins large, suivis par la dimension «Distribution de nourriture» (avec principalement une absence de plans d'action, de revues, d'éditoriaux, de rapports et d'outils d'évaluation). Il convient de noter l'absence d'études de cas pour la dimension «Éducation» uniquement, ainsi que l'absence de formations pour la dimension «Partenariats» uniquement.

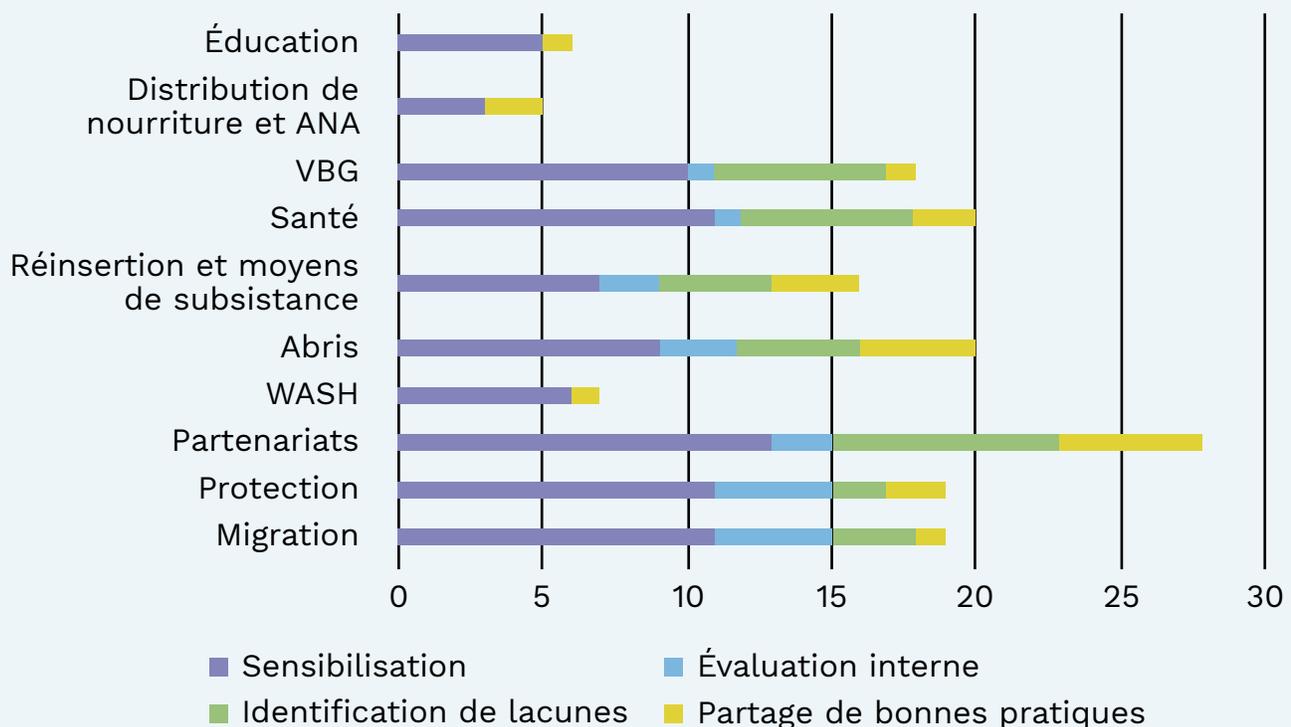
Bien que les outils présentent de nombreux objectifs, un objectif principal a été identifié en plus pour chaque outil (Figure 7). Pour chaque dimension, la sensibilisation a été perçue comme l'objectif principal le plus courant des outils identifiés. Au total, la sensibilisation constituait l'objectif principal de 27 outils (53 %). Les autres objectifs consistaient à identifier les lacunes en matière d'information sur les questions d'OSIEGCS (12 outils (23 %)), à évaluer les procédures internes (6 outils (12 %)) et à transmettre des pratiques exemplaires (6 outils (13 %)). En revanche, les outils identifiés ne ciblaient pas les quatre

objectifs énumérés ci-dessus pour les trois dimensions suivantes: «WASH», «Distribution de nourriture et d'articles non alimentaires» et «Éducation». Il n'existe pas d'outils permettant d'identifier les lacunes en matière d'information et d'évaluer les procédures internes dans ces trois domaines.

Alors que les outils ont été classés en fonction de leurs principaux domaines de priorité (voir ci-dessous), la partie suivante présente chaque dimension en regroupant toutes les données provenant de tous les outils applicables. Cette partie synthétise les renseignements par dimension.

Figure 7

Objectifs des outils / dimensions



Éducation

Les renseignements relatifs à la dimension «Éducation» se concentrent principalement sur les jeunes et les enfants aux OSIEGCS diverses. La réinsertion des adultes dans le système éducatif est quasiment absente des outils et se concentre principalement sur les cours de langue dans les contextes de réinstallation des migrants et sur le recrutement de tuteurs respectueux des personnes LGBTIQ+ [34].

La stigmatisation des personnes aux OSIEGCS diverses dans le système éducatif avant la crise est souvent mise en avant pour expliquer la nécessité d'agir et de protéger ces groupes de population. La stigmatisation prend la forme d'intimidations, de harcèlement et de maltraitements (physiques, psychologiques, sexuelles et financières, ainsi que de la négligence) [20, 34, 50]. Cette stigmatisation peut avoir lieu entre les murs de l'école, pendant des activités extrascolaires en dehors de l'école et à la maison. Elle peut être perpétuée par des camarades de classe (intimidations, p. ex.), le personnel enseignant et d'autres membres du personnel (indifférence face aux maltraitements et refus de les signaler, exploitation sexuelle), et la famille (négligence financière à l'égard d'un enfant présentant des OSIEGCS diverses) [20, 34]. Le manque de compréhension

de la part du personnel sur les OSIEGCS diverses est abordé dans les outils comme contribuant à la négligence, de même que certaines politiques nationales discriminant les groupes aux OSIEGCS diverses [34]. Les femmes et les filles étant souvent considérées comme moins prioritaires que les hommes et les garçons, elles voient souvent leur accès à l'éducation réduit à cause d'un mariage précoce ou forcé, et de l'obligation d'assumer plus de responsabilités à la maison [20]. Les migrants ont également un accès réduit en raison de leur statut juridique.

Les personnes s'identifiant à un genre non conforme à leurs documents officiels (personnes trans* et intersexes, p. ex.) sont exposées à des risques de discrimination accrus lorsqu'elles se rendent dans certaines structures (toilettes, salles de classe, p. ex.) ou participent à certaines activités (équipes de sport, codes vestimentaires, p. ex.) [34]. Les endroits non supervisés par du personnel adulte (terrains de jeu, couloirs, p. ex.) peuvent également engendrer des risques accrus de maltraitance et d'intimidation [34]. Le fait de s'identifier à une femme augmente les risques d'exploitation sexuelle par le personnel de l'école (pour obtenir de bonnes notes ou réduire les frais de scolarité, p. ex.) [20]. Cette stigmatisation entraîne des risques accrus d'abandon scolaire, de toxicomanie

et de problèmes de santé mentale, ce qui se traduit par une augmentation des taux d'analphabétisme et d'emplois à risque, comme le travail du sexe [8, 20, 31].

À partir de ces éléments, différentes pratiques sont mises en avant pour favoriser l'intégration de ces personnes dans le système éducatif. Au niveau individuel, le personnel et les élèves doivent être formés et sensibilisés à la réalité des groupes aux OSIEGCS diverses [4, 50]. Des ressources (forfait de données pour Internet, crédit téléphonique ou livres) devraient être allouées de manière plus ciblée afin de mieux tenir compte de la stigmatisation de ces personnes avant la crise [31]. **Les organisations devraient également mettre en place de meilleurs mécanismes de reddition des comptes (systèmes de plaintes, p. ex.), ainsi que des services confidentiels et sexospécifiques, et se conformer au genre déclaré des personnes avec lesquelles elles interagissent** [4, 34]. Des programmes parascolaires/préscolaires ainsi que des programmes d'enseignement sur la santé et les droits sexuels et reproductifs respectueux des personnes aux OSIEGCS diverses devraient être mis en place [8, 34]. Enfin, au niveau macro, les OSC défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses devraient participer davantage au système éducatif et coordonner leurs activités avec celui-ci afin de contribuer aux processus de prise

de décision et de reddition des comptes [4, 31]. Elles pourraient plaider pour la suppression des mesures discriminatoires, pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de lutte contre les intimidations, et pour le suivi et l'évaluation des solutions mises en œuvre [50]. La dimension « Protection » devrait également être intégrée dans ces processus.

Recommandations pour la dimension « Éducation »

- Mettre en œuvre des mesures pour lutter contre les intimidations dans les écoles et les activités extrascolaires:
- Intégrer des cours d'éducation sexuelle complets dans les programmes scolaires, conformément aux programmes élaborés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP):
- Mettre en place des activités non sexospécifiques et des structures mixtes (salles de classe, toilettes, équipes de sport):
- Former le personnel scolaire aux questions d'OSIEGCS.

Distribution de nourriture et d'articles non alimentaires (ANA)

Bien que différents outils fassent référence au fait que ces groupes de personnes font face à des niveaux d'emploi plus faibles et à des difficultés financières, et se retrouvent parfois sans abri, peu abordent la question de l'accès à la nourriture. Les groupes aux OSIEGCS diverses font souvent l'objet de discriminations dans de multiples secteurs (emploi, santé, éducation, etc.), ce qui accroît leur fragilité sur le plan financier et, donc leur insécurité alimentaire. Marginalisées et isolées par la société et leur famille, ces personnes peinent parfois à obtenir des services d'ordre général, une situation qui se reproduit souvent dans le cadre de l'aide humanitaire.

Souvent basée sur une pensée cis-hétéronormative, la distribution de nourriture est souvent fournie aux «femmes à la tête du foyer», ce qui exclut, de différentes manières, les personnes aux OSIEGCS diverses et leur famille [20]. Les personnes aux OSIEGCS diverses vivent souvent avec leur «famille choisie» qui diffère d'une «famille nucléaire» par le fait qu'elle se compose d'un partenaire du même sexe

et de personnes à charge non biologiques, et qu'elle repose sur une union non officialisée [7, 8, 30]. Par exemple, n'ayant pas de membres féminins dans leur foyer, certains hommes homosexuels ou bisexuels et certaines personnes trans* peuvent se retrouver *de facto* exclus de l'aide alimentaire [22]. Si les femmes lesbiennes ou bisexuelles et les personnes trans* peuvent se conformer au statut de «femmes chefs de famille», l'absence de membres masculins dans leur famille peut les dissuader d'attendre dans une file pour les distributions alimentaires qui se déroulent généralement dans des conditions chaotiques et d'insécurité. Ce genre de situations peut également dissuader les personnes en situation de handicap [22]. De plus, les personnes aux OSIEGCS diverses s'identifiant avec un genre non conforme risquent davantage d'être repoussées des files d'attente (par d'autres membres du public, p. ex.) ou de se voir refuser l'accès aux points de collecte (si leurs documents d'identité ne correspondent pas à leur expression de genre, p. ex.) [19, 34, 45, 47]. L'exclusion des distributions de nourriture accroît le risque que ces personnes se tournent vers le travail du sexe pour subvenir à leurs besoins alimentaires, augmentant encore leurs risques de subir des violences et des abus [20, 29].

« Un homme homosexuel était tellement désespéré qu'il a tenté d'obtenir une aide alimentaire au camp pour personnes déplacées du Champs-de-Mars [Haïti] en se déguisant en femme. Cependant, d'autres hommes qui se trouvaient à proximité l'ont découvert et l'ont battu jusqu'à ce qu'il parte. » [22]

De nombreuses femmes lesbiennes et bisexuelles interrogées ont déclaré qu'après avoir été rejetées par leur famille, elles n'avaient pas de membres de la famille ni d'amis de sexe masculin pour les accompagner aux distributions. Elles ont également souligné qu'en raison du caractère perceptible de leur orientation ou expression de genre en tant que lesbiennes, elles ne se sentaient pas en sécurité dans des environnements surpeuplés et chaotiques. [22]

Par conséquent, certains hommes ont adopté un « comportement plus masculin » pour éviter d'être agressés et réduire le risque de « se voir refuser un logement d'urgence, des soins de santé ou d'être inscrits à un programme de travail contre nourriture » en raison de leur apparence « efféminée ». [22]

La distribution d'ANA peut également reposer sur des principes binaires du genre. Cependant, des hommes trans pourraient avoir besoin d'une trousse d'hygiène menstruelle en plus d'articles de rasage [36, 47, 49]. Les ANA sexospécifiques, comme les vêtements ou les savons parfumés, sont parfois distribués sans tenir compte de l'identité de genre d'une personne et peuvent aggraver les discriminations à leur égard [36].

Peu de solutions sont mentionnées pour assurer une distribution plus équitable et plus sûre des denrées alimentaires et des articles de première nécessité. Les deux solutions proposées consistent à faire participer des organisations ou des spécialistes défendant les questions d'OSIEGCS diverses dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de la prestation de services, et à former le personnel humanitaire et les OSC sur les questions d'OSIEGCS [4, 20]. La distribution d'ANA doit tenir compte, si possible, des besoins spécifiques de chaque groupe et de chaque personne, plutôt que de les envisager à travers un prisme binaire et sexospécifique [36]. Ces personnes devraient disposer de plus de choix, et des articles supplémentaires devraient leur être proposés en cas de besoin.

Recommandations pour la dimension « Distribution de nourriture et d'ANA »

- Proposer des stratégies de distribution mobiles ou plus souples, en ciblant les endroits où vivent des personnes aux OSIEGCS diverses :
- Faire équipe avec des organisations soutenant les groupes aux OSIEGCS diverses pour les distributions de nourriture et d'ANA :
- Donner accès à tout le monde aux différents ANA :
- Élargir la définition de « chef de famille » et aller au-devant des foyers non traditionnels.



Violence basée sur le genre (VBG)

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), la VBG perpétrée contre des personnes aux OSIEGCS diverses est « motivée par le désir de punir ceux qui sont considérés comme défiant les normes de genre » [20]. L'ensemble des outils identifiés présente de nombreux exemples de VBG ciblant ces groupes : refus de services [34, 44] : abus physiques, psychologiques, financiers et sexuels [26, 33, 34, 47, 49] : violence domestique ou négligence à l'égard des enfants aux OSIEGCS diverses [49] : déshabillage forcé et examens anaux ou vaginaux forcés [28] : viols correctifs [7, 38, 39] : et meurtres d'honneur [44, 45, 47]. Ces actes sont perpétrés par de nombreuses parties prenantes, qu'il s'agisse de groupes armés, d'autorités publiques, de prestataires de services ou de membres de la population et de la famille. Dans les environnements avec une plus grande représentation masculine (centres de détention, postes de police et de frontière, armée, p. ex.), les personnes aux OSIEGCS diverses se retrouvent davantage exposées à la VBG [44]. Cependant, ces personnes y sont également exposées dans les lieux publics (camps, centres d'accueil, toilettes) et au sein de leur famille, où la VBG peut prendre la forme d'un mariage forcé [34]. Les femmes lesbiennes et

bisexuelles, et plus encore les personnes transgenres, sont particulièrement touchées par la VBG du fait qu'elles sont des femmes ou des personnes au genre non conforme, et qu'elles font partie d'un groupe aux OSIEGCS diverses [20, 33]. La VBG perpétrée contre des groupes aux OSIEGCS diverses résulte souvent de la perception d'un genre ou d'une orientation sexuelle non conformes chez une personne. Ces personnes cachent alors leur orientation sexuelle à la société, ce qui les marginalise et les rend encore plus vulnérables [26, 33, 49].

La VBG reste souvent impunie dans les contextes où les groupes aux OSIEGCS diverses sont déjà criminalisés, font l'objet d'une stigmatisation sociale de la part des prestataires de services (comme la police et le personnel de santé) ou des membres de la population, travaillent dans l'industrie du sexe, ou font des démarches d'immigration [34]. **Signaler un acte de VBG peut être risqué pour les hommes trans*, homosexuels et bisexuels, car, dans certains contextes juridiques, le système judiciaire peut se retourner contre eux en citant des lois sur la débauche** [20]. Alors que les services de lutte contre la VBG sont principalement conçus pour aider les femmes et sont considérés comme tels, peu de services sont proposés aux hommes. Dans certains contextes, la VBG concerne uniquement les femmes [34]. Si les services sont

plus accessibles aux femmes, certaines femmes lesbiennes et bisexuelles et personnes transgenres pourraient décider de ne pas signaler un acte de VBG par crainte de révéler leurs OSIEGCS diverses [20]. Durant le processus de signalement, les personnes aux OSIEGCS diverses peuvent faire face à des accusations, une remise en cause de l'événement et de nouvelles maltraitances [20, 34, 49].

Une solution à étudier pourrait être de créer des procédures opérationnelles permanentes (POP) concernant les questions d'OSIEGCS pour les prestataires de services (services de santé, système judiciaire, p. ex.), en partenariat avec des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses [49]. Ces POP doivent contenir des exigences de confidentialité et de respect de la vie privée, et insister sur l'importance d'instaurer des systèmes d'orientation inclusifs. Les différents prestataires de services doivent être sensibilisés sur les normes sociales homo/bi/transphobes et formés pour surmonter ces préjugés [4]. Les outils que nous avons étudiés mettaient également en évidence la nécessité d'ajouter davantage d'effectifs ayant des OSIEGCS diverses dans le secteur de la protection [20], ainsi que de renforcer les capacités pour répondre aux besoins de ces personnes et des réseaux informels qu'elles utilisent [25]. Le renforcement des capacités pourrait

s'attacher à clarifier ce qu'est la VBG, les services fournis et les risques associés au fait d'appartenir à un groupe aux OSIEGCS diverses.

Recommandations pour la dimension « VBG »

- Concevoir des systèmes d'orientation intersectoriels et des protocoles d'urgence avec les secteurs de la justice, de la santé et de la protection:
- Identifier des prestataires de services favorables aux questions d'OSIEGCS diverses et établir des partenariats avec eux (en leur proposant des formations si besoin).

Santé

Chaque outil indique des besoins importants en matière de santé. En général, les groupes aux OSIEGCS diverses requièrent davantage de services psychosociaux et psychologiques (pour la dépression, l'anxiété, les traumatismes, l'isolement, p. ex.) [23, 34, 38], d'un dépistage des infections sexuellement transmissibles (IST) (pour le VIH, p. ex. [49,50], une prise en charge médicale (en cas de VBG, p. ex.) [26, 34], et des renseignements sur les méthodes de contraception et l'accès à ces dernières (pour prévenir une grossesse non désirée, p. ex.) [25, 50]. Les outils étudiés ont identifié le dépistage du cancer du col de l'utérus et du sein, et des trousseaux d'hygiène menstruelle comme des besoins spécifiques pour les personnes déclarées de sexe féminin à la naissance, et le dépistage du cancer de la prostate et des testicules comme des mesures nécessaires pour les personnes déclarées de sexe masculin à la naissance [50]. Pour les personnes trans* et intersexuées, leurs besoins spécifiques concernaient des thérapies de transition (comme les thérapies hormonales et les chirurgies d'affirmation du genre) et l'accès à des endocrinologues et à des psychiatres ou psychologues pour la reconnaissance légale de leur changement de genre [25, 34, 38, 46, 50]. Les personnes intersexuées soumises à

des chirurgies « correctives » nécessitent également des traitements spécifiques [50]. La continuité des soins est un besoin important pour les groupes aux OSIEGCS diverses, surtout dans le cas de problèmes de santé chroniques ou à long terme (santé mentale, thérapies de transition, VIH, etc.) [26, 30]. En raison des multiples facteurs de morbidité auxquels elles sont exposées, ces personnes doivent pouvoir être orientées adéquatement vers les bons services de santé, garantissant en particulier leur confidentialité selon des méthodes non discriminatoires et respectueuses [4, 31, 34, 50].

De multiples obstacles doivent être levés pour faire en sorte que les groupes aux OSIEGCS diverses reçoivent des services de qualité. Premièrement, étant donné que les groupes aux OSIEGCS diverses ne bénéficient pas d'un accès égal à l'emploi, au logement et à l'éducation, les frais des services de santé peuvent s'avérer trop élevés (les traitements étant encore plus coûteux pour les personnes trans* et intersexuées) [43, 45]. Deuxièmement, les services de prise en charge de la VBG et les services de santé sexuelle et reproductive sont principalement conçus pour les femmes et les filles cis-hétérosexuelles [29, 31, 49]. Troisièmement, les organisations répondant aux besoins des groupes aux OSIEGCS diverses sont plus fragiles en

cas de crise, et leurs services peuvent être plus facilement interrompus en période d'insécurité, lorsqu'elles perdent leurs réseaux et espaces sociaux, et par manque de ressources financières et humaines [22]. Enfin, les mentalités homo/bi/transphobes au sein du système de santé (qui voit les OSIEGCS diverses comme un péché ou une maladie, p. ex.) peuvent amener certaines personnes aux OSIEGCS diverses à éviter de solliciter des services de santé ou cacher des renseignements importants aux prestataires de services [34]. Par conséquent, des pratiques comme les thérapies de « conversion » devraient être interdites [27,39], et des mesures devraient être prises pour ne pas pathologiser les personnes aux OSIEGCS diverses [49].

Les solutions et pratiques positives identifiées reposent souvent sur des initiatives collectives, menées avec la participation accrue d'organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses [25, 26, 31, 49, 50]. Cette participation devrait avoir lieu lors de la conception des interventions, de l'identification des bénéficiaires et de leurs réseaux, de la coordination avec les prestataires recommandés (services médico-légaux, juridiques et de protection, p. ex.), de l'organisation des formations, de la création des mesures de préparation aux urgences, et de

l'adaptation des directives et des outils. Les modèles de soins communautaires fournissent différentes stratégies pour rendre les services plus accessibles : visites à domicile, cliniques mobiles, cliniques à guichet unique, consultations et traitements en ligne/à distance [26, 31]. Des mesures intersectorielles (prises conjointement avec les secteurs de la justice, de l'éducation ou de la VBG) doivent être adoptées afin de fournir à ces groupes davantage de points d'accès et mieux répondre à leurs besoins. Enfin, les formations et directives doivent mieux refléter les questions d'OSIEGCS en adoptant un langage plus inclusif et adapté (en utilisant « parents » au lieu de « mère/père », et « nourrir le bébé » au lieu d'« allaiter »), et suivre une approche non discriminatoire basée sur les droits [4].

Recommandations pour la dimension « Santé »

- Recenser les prestataires de services offrant des services de santé inclusifs en rapport avec la santé psychosociale, mentale et physique, ainsi que des services de santé pour les problèmes chroniques (en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, de dépistage des IST, et de thérapie hormonale, p. ex.):
- Informer les bénéficiaires de l'existence de prestataires de services respectueux des questions d'OSIEGCS diverses au niveau local et mettre en place des moyens d'accès à ces services :
- Soutenir les approches communautaires pour la prestation de services de santé (visites à domicile, cliniques mobiles, consultations en ligne, etc.)

Réinsertion et moyens de subsistance

En raison de la discrimination et des stéréotypes, les personnes aux OSIEGCS diverses sont souvent cantonnées à certains domaines d'activité: des emplois souvent précaires, instables, informels et mal rémunérés (travail du sexe, industrie de la beauté, services à la personne ou travail domestique, p. ex.) [8]. Ces emplois informels créent souvent un environnement de travail dans lequel le personnel est soumis à l'exploitation et risque davantage de ne pas être payé, d'être victime de traite d'êtres humains et d'être maltraité [17, 34].

« Les femmes transgenres vivant à Beyrouth, Kampala et San Lorenzo (une ville frontalière en Équateur) ont déclaré que, dans les faits, elles n'ont que deux possibilités de gagner leur vie: travailler dans des salons de coiffure ou se prostituer.» [33]

« Plus de la moitié des réfugiés LGBTI interrogés à Beyrouth, Kampala et San Lorenzo ont déclaré avoir eu recours au travail du sexe, que ce soit à l'heure actuelle ou par le passé, afin de gagner suffisamment d'argent pour survivre dans ces villes... « Si je ne couche pas avec des gens, je n'ai pas

d'argent pour manger», a déclaré une travailleuse du sexe LGBTI à Kampala.» [33]

En ce qui concerne spécifiquement le travail du sexe, les outils que nous avons étudiés associent souvent ce moyen de subsistance à des expériences négatives (prise de risque, besoin de survie, discrimination, maltraitance, exploitation, criminalisation, IST et VIH/sida, p. ex. [cf. *Trans Implementation Tool* ou *Sex Worker Implementation Tool* [33]]) [14, 20, 30, 33, 34, 43, 45, 47, 49, 50]. Peu d'outils associent le travail du sexe à une expérience positive ou décrivent les personnes aux OSIEGCS diverses travaillant dans l'industrie du sexe comme des personnes en pleine possession de leurs moyens [8,31,33,39]. Si les personnes aux OSIEGCS diverses peuvent être contraintes de se tourner vers le travail du sexe, leurs capacités devraient davantage être mises en valeur plutôt que d'être ignorées.

La discrimination dans le domaine de l'emploi peut souvent représenter une autre source de xénophobie et d'homophobie/transphobie, que ce soit sur le lieu de travail, pendant une formation ou pendant l'obtention de services. Elle peut prendre la forme d'intimidations, d'un licenciement (lorsqu'on découvre l'OSIEGCS de la personne employée) et d'abus physiques et sexuels [33, 34]. Ces

situations peuvent entraîner la perte de son logement, un accès réduit à la nourriture ou l'obligation d'avoir recours au travail du sexe [8, 33]. Les degrés de discrimination les plus élevés ciblent les personnes trans*, en particulier les femmes trans lorsque leurs documents d'identité ne correspondent pas au genre avec lequel elles s'identifient [34], les femmes lesbiennes et bisexuelles (confrontées à des lois et pratiques restreignant leur accès à l'emploi) et les chef-fes de famille monoparentale ayant des enfants à leur charge [8, 21]. La discrimination peut être perpétrée par des employeurs, des collègues ou des clients, réduisant encore les possibilités d'emploi de ces personnes. En embauchant des personnes issues de ces groupes de population, certains employeurs peuvent craindre des représailles de la société [17, 33].

Les programmes humanitaires prennent rarement en compte les besoins spécifiques et la situation des groupes aux OSIEGCS diverses. Certaines personnes peuvent ne pas se sentir à l'aise de participer à des programmes de soutien aux moyens de subsistance ni les bienvenues [4].

« Les participants risquent d'être victimes de discrimination et d'actes de violence de la part des prestataires de services et d'autres

réfugiés y participant. De plus, étant donné que les initiatives de placement professionnel et d'autres activités ne tiennent pas compte des discriminations auxquelles font face les réfugiés LGBTI, ces initiatives s'avèrent souvent peu pertinentes pour eux. » [33]

Dans les pays à faibles et moyens revenus, ce sont souvent les emplois informels, dans lesquels travaillent la plupart des personnes aux OSIEGCS diverses (commerce de rue, travail à domicile et travail domestique, travail du sexe, p. ex.) qui sont touchés en premier en période de crise. Dans ce genre de situations, le marché de l'emploi connaît une concurrence accrue, et est marqué par une plus grande discrimination [8, 30]. Outre cet accès réduit au marché du travail, les personnes aux OSIEGCS diverses peuvent également subir des pressions supplémentaires de la part de leur famille pour permettre de subvenir aux besoins de celle-ci. Elles peuvent ainsi être forcées à se « conformer » aux normes sociales pour obtenir un emploi [8].

Les solutions en matière de « réinsertion et de moyens de subsistance » mentionnées dans les outils étudiés sont à la fois générales et spécifiques. En général, les programmes doivent être repensés pour mieux refléter la situation et les besoins des groupes aux OSIEGCS

diverses [21, 39]. Ces groupes ainsi que les organisations qui défendent leurs intérêts doivent participer à la conception et au suivi de ces programmes. Des programmes spécifiques plus inclusifs doivent être mis en place pour aider ces personnes à obtenir ou modifier des documents officiels (comptes bancaires, papiers d'identité), à avoir accès à des services correspondant à leurs besoins et capacités individuels, et à obtenir des services où elles sont moins exposées aux risques (formations à domicile ou sur des plateformes en ligne, virements électroniques pour les activités fournissant aux bénéficiaires une aide financière en espèces) [49].

Recommandations pour la dimension «Réinsertion et moyens de subsistance»

- Offrir des possibilités de formation en fonction des besoins et des capacités identifiés :
- Recenser les employeurs respectueux des questions d'OSIEGCS diverses dans les différents secteurs d'activité et orienter les bénéficiaires vers eux :
- Plaider en faveur d'une modification des lois concernant le changement d'identité de genre pour les personnes trans* et intersexuées :
- Accompagner les personnes dans leurs démarches pour obtenir des documents correspondant au genre avec lequel elles s'identifient.

Abris

Les principales formes de discrimination liées à ce secteur viennent des propriétaires fonciers et de l'environnement social dans lequel vivent les groupes aux OSIEGCS diverses [33, 46, 49].

« Des réfugiés LGBT au Kenya ont dit avoir été agressés et que leur abri avait été incendié par des membres de la population d'accueil et d'autres réfugiés. » [28]

Ces discriminations prennent principalement la forme d'un refus d'accès aux abris, de chantage (avec la menace de révéler leur OSIEGCS diverse), d'exploitation ou d'abus sexuels, et d'expulsion de leur logement [17, 33, 34, 39].

« Un homme homosexuel de Kampala a dit : « Lorsqu'ils découvrent que vous êtes LGBTI, ils vous jettent dehors. » [33]

La stigmatisation se produit dans différents types d'hébergement, qu'il s'agisse de camps de déplacés/réfugiés, de centres de détention ou de logements privés [26]. Les services fournis par les organisations humanitaires étant souvent sexospécifiques, certaines personnes aux OSIEGCS diverses peuvent se sentir à risque lorsqu'elles cherchent à les obtenir [4, 36, 43, 49]. Là encore, les lieux les plus

exposés, comme les camps et centres de détention, présentent des risques de discrimination plus élevés. Les principales conséquences de cette discrimination sont une plus grande instabilité ou insécurité, une difficulté accrue à trouver et conserver un logement à long terme, ainsi qu'une plus grande précarité de ces personnes (qui peuvent être forcées de travailler dans l'industrie du sexe pour se loger ou se retrouvent à la rue) [4, 9, 33, 45]. Si certaines personnes aux OSIEGCS diverses privilégient un logement privé en milieu urbain, elles voient se réduire leurs chances de bénéficier de l'aide humanitaire fournie directement dans les camps [34, 43, 45]. Pour trouver un logement adapté, leur réseau social peut jouer un rôle important [2].

Par ailleurs, la plupart des populations à risque abordées dans les outils sont les enfants non accompagnés aux OSIEGCS diverses, les personnes migrantes (faisant l'objet de xénophobie) et les personnes trans* ou intersexuées (placées dans des logements en fonction de leur sexe déclaré à la naissance plutôt que de l'identité de genre avec laquelle elles s'identifient) [20, 21, 38]. Les familles dont des membres appartiennent à un groupe aux OSIEGCS diverses risquent également d'être séparées et de bénéficier d'un accès restreint aux services en raison de la non-reconnaissance de leur famille [20, 50]. Les personnes aux OSIEGCS diverses,

en particulier les personnes trans*, peuvent être contraintes de vivre dans des zones spécifiques d'une ville dans lesquelles ces personnes sont davantage tolérées [14, 19].

La Stratégie mondiale 2018-2022 du Groupe sectoriel de Protection, qui vise à passer d'une perspective du «logement en tant que produit» à celle du «logement en tant que processus», qui adopte une approche plus inclusive et globale, a identifié trois dimensions [9]. Premièrement, des principes clés comme la protection de «la santé, la sécurité, la vie privée et la dignité» doivent être respectés. Les abris collectifs, les logements non mixtes et les structures spécifiques au sexe d'une personne à la naissance (plutôt que sur l'identité de genre choisie) offrent rarement assez d'intimité pour que les personnes aux OSIEGCS diverses les considèrent comme des lieux sûrs [20, 49]. La sécurité et l'intimité n'étant pas toujours assurées, les résidents de ces logements ou les voisins peuvent être amenés à révéler et exposer les personnes aux OSIEGCS diverses ou à commettre des abus [17, 33]. Souvent marginalisées, ces dernières n'ont pas toujours les moyens de vivre dans des logements dignes et de qualité, que ce soit par manque de ressources ou de réseau social en période de crise [34]. Deuxièmement, un logement devrait être considéré comme un environnement

stable, permettant aux résidents d'avoir accès à d'autres services. Là encore, en raison de leur marginalisation, les personnes aux OSIEGCS diverses peuvent être coupées des services requis, que ce soit physiquement (quartiers éloignés, camps extérieurs) [14, 33, 45], financièrement (frais de déplacement, loyers plus élevés) [33, 49] ou socialement (déménagements fréquents pour éviter d'être exposées) [33]. Troisièmement, dans de telles conditions, il devient difficile pour ces personnes de ressentir un sentiment d'appartenance et de se construire un avenir [9].

D'autres solutions soulignent l'importance d'axer le processus d'attribution de logements sur la personne. **Les personnes aux OSIEGCS diverses devraient disposer de certains choix reflétant le niveau de discrimination plus élevé auquel elles sont exposées.** Elles devraient pouvoir choisir l'endroit où elles veulent vivre, que ce soit dans un camp ou en milieu urbain [8], ou dans un logement non mixte dédié aux femmes ou aux hommes, en fonction de l'identité de genre avec laquelle elles s'identifient [14, 46, 47]. Nous devons garder à l'esprit que les personnes aux OSIEGCS diverses sont conscientes de leurs besoins et des conditions nécessaires à leur sécurité, et que leurs OSIEGCS doivent toujours demeurer confidentielles. Les logements destinés aux personnes aux OSIEGCS diverses

doivent être mieux sécurisés (avec des gardes formés et sensibilisés, p. ex.) et se situer non loin des endroits où vivent des personnes aux OSIEGCS diverses et des organisations qui défendent leurs intérêts [36]. Là encore, la formation et la sensibilisation du personnel humanitaire sont des solutions importantes proposées dans les outils.

« Nous devons généralement embaucher du personnel, parfois novice dans le domaine humanitaire [et le domaine du logement]. Toutefois, nous cherchons constamment des ingénieurs pour pourvoir ces postes. Je ne pense pas que l'accent soit assez mis sur ces aspects sociaux, surtout la manière d'en parler ou de communiquer avec les gens pour essayer d'identifier les obstacles ou les différentes structures sociales. » [9]

Ce programme de sensibilisation, ainsi que la révision des POP, doivent faire participer les personnes aux OSIEGCS diverses [4] afin de mieux comprendre leurs problèmes de logement et de collaborer avec les propriétaires fonciers et les réseaux favorables aux personnes LGBTIQ+ [34, 49].

Recommandations pour la dimension «Abris»

- Collaborer avec les organisations locales défendant les intérêts des personnes aux OSIEGCS diverses afin de proposer une gamme de logements situés dans un camp de réfugiés ou en zone urbaine, parmi lesquels ces personnes peuvent choisir en fonction du genre avec lequel elles s'identifient :
- Privilégier des logements offrant plus d'intimité et d'anonymat pour ces personnes :
- Prévoir des logements situés dans des endroits où vivent les personnes aux OSIEGCS diverses et à proximité des organisations défendant leurs intérêts :
- Prévoir des logements d'urgence dotés de gardes de sécurité formés aux questions d'OSIEGCS diverses.

Eau, assainissement et hygiène (WASH)

Les services et structures WASH sont également source de discrimination pour les personnes aux OSIEGCS diverses. Ces environnements offrent généralement peu d'intimité et exposent ces personnes à des risques de harcèlement et d'abus supplémentaires [21, 36]. Les outils étudiés montrent aussi les installations sanitaires et les toilettes comme des lieux généralement problématiques en raison du fait qu'ils sont séparés en fonction du sexe déclaré à la naissance d'une personne [12, 20, 36]. Les personnes ayant des expressions de genre non conformes sont les plus ciblées (personnes trans* et intersexuées, familles LGBTIQ+, p. ex.) [7, 34, 36].

Les solutions proposées consistent à inclure davantage les personnes aux OSIEGCS diverses et les organisations qui défendent leurs intérêts dans la planification de ces structures et services (emplacement et conception) et dans leur surveillance [4, 21]. Les formations et les activités de sensibilisation des intervenants WASH [8] ainsi que la révision des POP [31] devraient garantir que ces installations offrent plus d'intimité

de même qu'un espace individuel non sexospécifique (avec des panneaux sans référence aux genres pour les toilettes/douches, p. ex.) [36], et se conforment aux pratiques locales d'inclusion (structures destinées au troisième genre au Népal, où celui-ci est légalement reconnu) [20].

Recommandations pour la dimension «WASH»

- Mettre à la disposition des personnes et familles aux OSIEGCS diverses des structures privées et non sexospécifiques (salles de bains, toilettes, etc.):
- Doter les structures WASH de personnel de sécurité formé aux questions d'OSIEGCS diverses.

Partenariats

Les dimensions «Partenariats» et «Protection» sont des thèmes transversaux et regroupent différents éléments des dimensions déjà mentionnées. La création de partenariats avec des OSC défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses est encouragée à chaque étape de la gestion de crise: RRC, préparation, intervention et aide au relèvement. La plupart des partenariats reposent sur des tâches claires et spécifiques, telles que l'évaluation des besoins, la conception des programmes, et le S&E. Leur objectif peut être double: déterminer l'emplacement des interventions humanitaires pour combler les besoins de la population locale, et donner aux organisations locales les moyens de participer davantage aux interventions humanitaires et à la gestion des risques.

La principale difficulté dans la création de partenariats est d'identifier les groupes aux OSIEGCS diverses et les organisations défendant leurs intérêts. **Par crainte d'être exposées et discriminées, les personnes aux OSIEGCS diverses évitent parfois de solliciter des services et d'aller vers les autres** [34, 43]. Certaines personnes prennent toutes sortes de mesures pour éviter d'être identifiées, comme de «modifier leur voix, leur posture et leur démarche, et de *mettre des roches sur*

nos épaules» [22]. De plus, elles évoluent parfois dans des systèmes parallèles plus difficiles d'accès (économies informelles ou cachées, logements en dehors du camp, cliniques spécialisées, «familles choisies», etc.) [2, 33].

Les personnes aux OSIEGCS diverses possèdent déjà de grandes capacités d'adaptation et savent déjà comment survivre en période de crise, souvent sans avoir recours à une quelconque aide ou à des services d'urgence [7, 12, 22, 31, 40]. La conception des programmes et la prestation de services pourraient être repensées à la lumière des mécanismes de résilience adoptés par ces personnes (p. ex.: levée de fonds grâce à l'organisation d'événements drag queens: services de prise en charge [Warias en Indonésie] [2], réseautage informel pour obtenir un logement ou un emploi, remise en question des normes de genre [Fa'afafine à Samoa]) [4]. Il convient toutefois d'indiquer que ces personnes aspirent aussi à une plus grande inclusion sociale et à la reconnaissance de leurs capacités [2, 8].

Pour établir des partenariats fructueux, il est essentiel de sensibiliser les intervenants humanitaires aux questions d'OSIEGCS ainsi qu'à la réalité à laquelle ces personnes étaient exposées avant la crise [4, 8, 11]. Les organisations défendant leurs intérêts sont souvent

sous-financées (en raison d'une absence de statut légal dans certains endroits). C'est pourquoi ces partenariats doivent prioriser le renforcement de leurs capacités (financement, formation, etc.) [4, 9, 33, 34, 48] tout en offrant de la souplesse et un soutien pertinent à l'organisation concernée [43]. Les mentalités des intervenants humanitaires doivent également changer pour garantir le succès de ces partenariats. La notion de genre binaire (homme/femme) doit être repensée en tenant compte des groupes de population n'adhérant pas à ces préceptes et qui font face à des discriminations pour cette raison [13, 15, 16, 37, 38]. La gestion de crise s'inscrit dans des contextes sociaux prédéterminés et marqués par des pratiques discriminatoires qui perdurent. Elle repose donc sur des méthodes subjectives ciblant des situations spécifiques auprès de groupes de population spécifiques [7]. Certains programmes conçus à l'étranger peuvent ne pas être adaptés aux normes sociales et nuire aux personnes aux OSIEGCS diverses. La façon dont les opérations de gestion de crise sont conçues doit tenir compte de tous les groupes de population et identifier les pratiques discriminatoires existant dans le contexte donné [12, 16, 37]. Enfin, s'il est généralement admis que ces groupes de population sont plus vulnérables, les intervenants humanitaires doivent mieux recenser leurs capacités et les véritables causes de cette

vulnérabilité [1, 12, 16, 27]. Ces réflexions doivent susciter de nouvelles politiques et pratiques transformatrices visant à réduire la discrimination et favoriser l'accès aux services et aux ressources des groupes aux OSIEGCS diverses, sans tomber dans les stéréotypes ni la victimisation [1, 9, 10, 19].

Recommandations pour la dimension « Partenariats »

- Nommer des personnes-ressources dédiées au partenariat au sein des organisations défendant les intérêts des personnes aux OSIEGCS diverses :
- Communiquer les pratiques exemplaires concernant l'intégration des questions d'OSIEGCS diverses dans l'aide humanitaire :
- Faire participer ces organisations à tous les niveaux des interventions (révision des directives, conception, identification des bénéficiaires, mise en œuvre, S&E, p. ex.) afin d'éviter les pièges :
- Faire participer ces organisations dans chaque secteur humanitaire (santé, éducation, abris, WASH, protection, etc.).

Protection

La dimension «Protection», qui garantit le respect des droits de la personne, est étroitement liée à chacune des autres dimensions («Abris», «Santé», «VBG», p. ex.) en mettant l'accent sur la sécurité et l'accès sans discrimination aux services. Comme nous l'avons vu précédemment, les groupes aux OSIEGCS diverses font l'objet de discriminations dans différents services (logement, application de la loi, santé, etc.) qui sont perpétrées par différents intervenants (les autorités, la population d'accueil, leurs compatriotes, leur famille, etc.). Parmi les risques auxquels ils sont exposés, citons la criminalisation des relations homosexuelles, les lois et pratiques discriminatoires [34, 43], le rejet et l'exclusion de la société [45,46], ainsi que des actes de violence, et des abus physiques et sexuels [33]. Les femmes trans*, lesbiennes et bisexuelles, les enfants intersexués et les migrants sont plus exposés [20, 21, 45, 46]. Les risques de sécurité sont souvent interconnectés: les lois criminalisant ces comportements peuvent alimenter des pratiques discriminatoires au sein de la population, entraînant des actes de violence et des abus ciblant les groupes aux OSIEGCS diverses [20, 34, 43]. Ces personnes peuvent alors être confrontées à davantage de problèmes psychosociaux,

mentaux et médicaux, et avoir besoin de se déplacer et de rester davantage dans l'ombre. Tous ces facteurs peuvent plonger ces groupes de population dans la précarité (perte de logement, travail du sexe, analphabétisme), ce qui entrave leur accès aux services publics et à l'aide humanitaire. Le secteur de la protection est également lié à l'accès à la justice, dont ces groupes peuvent être privés en raison de lois nationales ou de services de police homo/bi/transphobes, ou de l'interprétation abusive des lois [34, 46]. Si les discriminations fondées sur les OSIEGCS sont interdites dans les lois internationales [15, 27, 41, 44], elles perdurent parfois dans les lois nationales et les sociétés, engendrant des besoins de protection au quotidien pour ces personnes [9, 33, 38, 44].

Il arrive que le secteur de la protection ignore d'autres risques récurrents liés à des situations où les groupes aux OSIEGCS diverses sont les plus exposés et donc les plus à risque: toilettes publiques, files d'attente pour obtenir des services, points de service, abris, etc. [34, 45] Certaines solutions mentionnées dans les outils sont, premièrement, d'inscrire le secteur de la protection dans un contexte humanitaire plus large [8, 33, 41, 45, 47] et de garantir la participation et la représentation des populations aux OSIEGCS diverses

dans les plans, cadres de travail, préparation, interventions et activités de relèvement [4, 46]. La participation des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses doit être renforcée en développant non seulement leurs capacités mais aussi celles des organisations humanitaires [4, 20]. Des services intégrés prenant en compte les besoins de protection doivent être mis en place par le biais des systèmes d'orientation (accès aux services médico-légaux, au droit de la famille, au changement de nom, p. ex.) [20]. Pour assurer cette intégration, les organisations humanitaires doivent embaucher des personnes aux OSIEGCS diverses et réviser les POP, les formations et d'autres outils organisationnels, en tenant compte du point de vue de ces membres du personnel [20, 21, 41, 43]. Comme dans les autres dimensions, les formations et les activités de sensibilisation pourraient servir à réduire les risques de sécurité, notamment en ciblant les autorités et les services de police [34, 43].

Recommandations pour la dimension «Protection»

- Faire équipe avec des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses au niveau local pour élaborer une analyse contextuelle des défis et opportunités potentiels en matière de prestation de services :
- Nommer des personnes-ressources conscientes des questions d'OSIEGCS diverses :
- Mettre en place un réseau multisectoriel (Santé, Abris, WASH, p. ex.) afin de proposer des formations et des consultations sur les questions d'OSIEGCS diverses :

L'exemple de la dimension « Migration »

Enfin, la dimension « Migration » peut illustrer le genre de bonnes pratiques existant à l'heure actuelle en matière d'inclusion des OSIEGCS diverses.

Premièrement, l'évaluation des besoins et la prestation de services se basent souvent sur des récits relatant le vécu des personnes aux OSIEGCS diverses [22, 27, 39, 44]. Celles-ci reflètent souvent une situation antérieure à leur projet de migration (rejet familial/social, p. ex.), des événements les ayant contraints à partir (mariage forcé, VBG, menaces de mort, etc.), des procédures pendant leur transit (abus aux frontières internationales, détention, etc.), et leur arrivée dans leur lieu d'asile. Alors que les groupes aux OSIEGCS diverses évitent parfois de parler de leurs expériences, les organisations travaillant dans le secteur de la migration ont compris l'importance de créer des espaces de parole plus sûrs [27, 33, 41, 48, 49] et d'adopter un langage respectueux et adapté pour permettre aux bénéficiaires de leurs services de relater un vécu difficile [11, 36, 39, 47]. Pour ce faire, ces organisations s'efforcent d'établir un climat de confiance et de tenir compte de leurs expériences passées, présentes et futures [27, 44, 49].

Deuxièmement, en raison de la prépondérance et du caractère approfondi des outils existants, le domaine de la migration semble accorder une certaine priorité aux questions liées aux OSIEGCS diverses. Ces outils s'adressent souvent au personnel œuvrant dans le secteur de la migration et visent à accroître la sensibilisation dans tous les secteurs (systèmes juridique, éducatif et médical, etc.). Ces outils identifient aussi les principales sources de discriminations auxquelles font face les personnes aux OSIEGCS diverses et proposent des solutions ou des réflexions (comme celles citées dans les dimensions précédentes). Ces outils cherchent également à adopter un langage plus adapté en utilisant des termes non dérogoatoires et contextualisés [47]. De plus, ils inscrivent les questions liées aux OSIEGCS diverses dans les droits de la personne (en définissant le terme « persécution » et en l'appliquant aux groupes aux OSIEGCS diverses) afin de garantir qu'ils puissent bénéficier des services adéquats, quelles que soient les éventuelles pratiques discriminatoires existantes [33, 44, 49].



Troisièmement, les outils tiennent compte de l'ensemble du processus de migration en fournissant des directives pour l'identification/l'enregistrement des personnes aux OSIEGCS diverses à leur arrivée, la prestation de services ou leur orientation pendant leur période de transit, et leur réinstallation. Par exemple, lors de leur enregistrement, les bénéficiaires obtiennent des documents comportant le nom et le genre avec lesquels ils s'identifient [29, 45, 47, 49]: les organisations vers lesquelles ils sont orientés sont évaluées en fonction de leur ouverture vis-à-vis des questions d'OSIEGCS diverses [27, 33, 34, 43, 48, 49]: et dans les endroits présentant un haut niveau de discrimination, ces personnes sont réinstallées en priorité dans un pays tiers [43, 49, 50]. Les

outils visent également à fournir aux personnes aux OSIEGCS diverses des renseignements supplémentaires sur leur situation actuelle (risques possibles dans l'endroit où elles se trouvent, aspects juridiques, accès aux services, p. ex.) [43, 47, 49] ou sur leur future réinstallation dans un pays tiers (renseignements et formations avant le départ, p. ex.) [35, 41, 49]. Leurs besoins sont pris en compte dans le processus de réinstallation, p. ex. une chirurgie d'affirmation de genre, des traitements contre le VIH, les droits de la famille, la diversité dans la future école et la présence d'OSC défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses, [34, 43, 47, 49, 50]. Là encore, le processus de migration prend en considération les besoins et les sensibilités spécifiques des personnes concernées.

Enfin, les outils du secteur de la migration montrent également l'importance des activités de plaidoyer pour lutter contre les stéréotypes et la propagation de mythes à l'égard des groupes aux OSIEGCS diverses [27, 41, 43]. Toutefois, ces activités ne doivent pas entraver les interventions de ces organisations et doivent tenir compte du contexte particulier [27, 49]. Ces outils encouragent la participation à des événements publics célébrant la diversité et des activités de plaidoyer moins médiatisées au sein de grandes organisations de défense des droits de la personne et du secteur privé, et ce dans des contextes moins favorables dans ce dernier cas [27, 49]. Ce travail de plaidoyer dépasse la simple dimension de la « Migration » pour cibler d'autres sources de discrimination.

Notons toutefois que, comme dans toutes les dimensions, des obstacles et des discriminations subsistent aussi dans le secteur de la migration. Par exemple, les personnes aux OSIEGCS diverses peuvent être confrontées à des questions indiscretes, au non-respect de leur vie privée ou à un manque de confidentialité (services d'interprétation, p. ex.), à l'incompréhension de leur situation (par le personnel chargé de déterminer leur statut de réfugié·e), ou à des décisions homo/bi/transphobes, comme le rejet de leur demande d'asile [27].

Discussion



Résumé des résultats

Les outils illustraient différents degrés d'intégration des questions d'OSIEGSC diverses dans les pratiques humanitaires. La matrice suivante (Tableau 2) résume les pratiques générales par le biais du cadre de référence de Gender at Work (29), qui identifie deux perspectives interconnectées: individuel à systémique, et informel à formel. Elles abordent quatre leviers d'action potentiels: la prise de conscience et les capacités (individuelles et informelles), les ressources (individuelles et formelles), les normes informelles et les pratiques d'exclusion (systémiques et informelles), et les règles et politiques formelles (systémiques et formelles). Les leviers d'action répondent de quatre manières différentes à la question de cette étude sur la manière dont les pratiques et outils humanitaires actuels intègrent les questions d'OSIEGSC diverses, et proposent ainsi des solutions vers une intégration complète de celles-ci.

Tableau 2: Pratiques humanitaires abordées dans les outils* selon des degrés d'intégration

<p style="text-align: center;">Gender at work</p> <p>Intégration</p>	<p style="text-align: center;">AU NIVEAU INDIVIDUEL</p> <p style="text-align: center;">Prise de conscience et capacités</p>
<p>Préjudiciable</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de confidentialité • « Comportements discrets » pour éviter tout abus • Utilisation de stéréotypes • Confusion entre sexe et genre
<p>Inconsciente</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités et besoins non reconnus • Langage inadapté ou exclusif • Méthodes/outils de collecte de données utilisés • Mécanismes de rétroaction de médiocre qualité <p>[1,15]</p>
<p>Consciente</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Auto-évaluation de ses propres préjugés • Prise en compte du fait que ± 5 % de la population a des OSIEGCS diverses <p>[3, 5, 6, 14, 21, 23, 24, 25, 35, 36, 47, 48, 51]</p>
<p>Inclusive</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Formations sur les questions d'OSIEGSC diverses • Réduction des risques d'exposition <p>[13, 17, 19, 22, 26, 28-31, 33, 34, 38, 40-46, 50]</p>
<p>Transformative</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La gestion de crise est une construction sociale à déconstruire • Perception du genre comme un concept non binaire et propre à une culture <p>[2, 4, 7-12, 16, 18, 27, 32, 37, 39, 49]</p>

Préjudiciable

- Perception de la situation selon l'idée gagnant-perdant
- Peur injustifiée d'avoir un impact négatif
- Structures et services sexospécifiques

Inconsciente

- Absence de suivi de l'octroi des fonds
- Formation inadaptée sur la génération de revenus lors de la réhabilitation
- Activités de reconstruction visant la classe moyenne ou supérieure

Consciente

- Recours aux réseaux informels
- Vulnérabilité de personnes aux OSIEGCS diverses
- Services communautaires de proximité

[3, 21, 26, 48]

Inclusive

- Embauche de membres du personnel respectueux des OSIEGCS diverses
- Financement d'organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses
- Formation de ces organisations aux interventions humanitaires
- Prise en compte du secteur informel dans les activités d'aide d'urgence et de reconstruction

[14, 17, 19, 20, 22, 24, 25, 29, 31, 34, 36, 38, 41-43, 45-47, 50]

Transformative

- Systèmes d'orientation respectueux des personnes aux OSIEGCS diverses
- Prestation de services selon les besoins et les capacités individuelles

[4, 8, 9, 11, 27, 30, 33, 49]

Normes informelles et pratiques d'exclusion**Préjudiciable**

- Homo-bi-transphobie
- Sexisme, racisme, xénophobie, âgisme, capacitisme
- Mesures de « correction »
- Considérer les OSIEGCS comme un sujet controversé
- Notion binaire de la sexualité, du genre ou du sexe
- Exclusion des bases de données

Inconsciente

- Données agrégées sur les OSIEGCS
 - Priorité faible
 - Perception « hétérosexuelle » de la famille
 - Relations limitées avec des personnes aux OSIEGCS diverses
- [1]

Consciente

- Considérer les OSIEGCS comme une identité
- Prise en compte des personnes au genre non conforme dans la VBG
- Documents d'identité correspondant au genre avec lequel s'identifie une personne

[3, 20, 21, 26, 29, 48]

Inclusive

- Considération des OSIEGCS en tant que droits de la personne
- Passer d'une prestation de services en tant que produit à une approche de procédures inclusives (abris, p. ex.)

[12, 17, 19, 22, 31, 34, 40, 42-45, 47]

Transformative

- Intégration des questions de protection dans tous les secteurs
- Collaborer avec les OSC défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses à tous les stades d'une crise

[4, 8, 9, 11, 16, 18, 27, 30, 33, 41, 49]

Règles et politiques formelles

Préjudiciable

- Invisibilité dans la planification ou les politiques officielles
- Lois criminalisant les comportements (homosexualité, travail du sexe, consommation de drogues, etc.)
- Pathologisation des personnes aux OSIEGCS non conformes

Inconsciente

- Utilisation d'acronymes ou de partenariats avec les personnes LGBTQ+ comme mesures simplement symboliques
- Limitation à des secteurs spécifiques
- Politiques cis-hétéronormatives sur le mariage ou la famille

Consciente

[3, 37, 39, 41, 44]

Inclusive

- Directives spécifiques sur les questions d'OSIEGCS
- Reconnaissance juridique de l'identité de genre

[6, 13, 28, 29]

Transformative

- Politiques de lutte contre l'intimidation dans les écoles
- Plaidoyer pour abolir les mesures discriminatoires
- Révision des principales POP en collaboration avec les OSC défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses

[4, 8, 9, 16–18, 27, 30, 49]

* Les outils sont classés en fonction des quatre dimensions du cadre de référence de Gender at Work et selon le niveau général d'intégration de ces questions dans les pratiques communiquées. Il se peut que les outils n'abordent pas toutes les dimensions du cadre de travail et citent des exemples de pratiques différentes avec des niveaux d'intégration différents.

Retour aux bases

Les résultats de notre étude montrent que, malgré des progrès importants dans l'intégration des concepts d'OSIEGCS dans le domaine humanitaire, ces améliorations ne sont pas toutes mises en œuvre avec le même degré d'approfondissement ni par l'ensemble des secteurs abordés (la dimension «WASH» par rapport à la dimension «Migration» p. ex.). La prise en compte des aspects d'OSIEGCS dans les pratiques humanitaires fluctue dans le temps. Par exemple, la lutte contre le VIH était quasiment absente des documents étudiés, peut-être en raison de sa normalisation ou d'une urgence moindre, et du fait que cette problématique relève désormais du secteur du développement. En revanche, nous avons constaté une augmentation importante des outils abordant le sujet de la migration ces dernières années. Cependant, l'intégration des questions d'OSIEGCS dans l'aide humanitaire repose sur des notions de base qui doivent être mises en évidence pour inclure davantage les personnes aux OSIEGCS diverses dans les futures interventions humanitaires.

Premièrement, les notions de «sexe», «genre», «orientation sexuelle», «identité de genre», «expression de genre», «caractéristiques sexuelles» et tous les autres concepts associés doivent être clarifiés auprès du personnel humanitaire

et de leurs partenaires. Par exemple, le terme «genre» est souvent utilisé comme synonyme de «femme» (de «femmes cis») et de manière interchangeable avec le terme «sexe» (33). La priorité donnée aux femmes cisgenres par les services de lutte contre la VBG montre que le genre est considéré comme une question se rapportant davantage aux «femmes», excluant *de facto* les personnes aux OSIEGCS diverses qui ne se conforment pas au schéma binaire «homme/femme». Cette conception du genre illustre le manque de compréhension des questions d'OSIEGCS dans le domaine humanitaire, se traduisant par des interventions inadéquates et inefficaces auprès de ces groupes de personnes.

Deuxièmement, en plus du manque de compréhension des concepts d'OSIEGCS, l'importation de stéréotypes, de termes et de méthodes propres aux pays occidentaux peut souvent porter préjudice aux groupes aux OSIEGCS diverses locaux et les rendre invisibles. La «localisation» de l'aide humanitaire, largement utilisée par les intervenants, vise à résoudre ces problèmes, mais n'a toujours pas fait l'objet d'une définition ni d'une orientation opérationnelle claire (16,34). La localisation est généralement perçue comme la nécessité de faire participer les intervenants locaux aux activités humanitaires et peut également faire référence à une plus grande

participation des populations concernées (34). Toutefois, l'objectif de localisation comporte des problèmes spécifiques pour les groupes aux OSIEGCS diverses. Comment des organisations étrangères peuvent-elles inclure les groupes aux OSIEGCS diverses sans être conscientes de leur existence? Comment peuvent-elles offrir un espace de participation dans des contextes de criminalisation ou d'exclusion sociale? Il peut être difficile de répondre à ces questions, en particulier dans un système souvent marqué par le patriarcat, le machisme, le paternalisme, le colonialisme, l'urgence d'agir et un mode de pensée hiérarchique (33).

Troisièmement, la culture du monde humanitaire et les préjugés personnels peuvent entraîner des discriminations et des abus à l'égard des groupes aux OSIEGCS diverses. Il existe d'importantes inégalités de pouvoir entre les prestataires de services et les bénéficiaires, et cela est encore plus manifeste pour les groupes aux OSIEGCS diverses. La nécessité pour les prestataires de services de «prendre les choses en main», de contrôler et de distribuer les ressources, ou bien d'agir d'abord et de réfléchir ensuite ne montre que quelques exemples d'une culture de travail qui doit être repensée pour réduire les risques d'abus (33).

Prendre du recul et repenser l'avenir

À la lumière de ces entraves à l'inclusion, prendre du recul semble nécessaire pour pouvoir avancer et établir une base plus solide pour l'avenir. **Deux sujets de réflexion semblent se dégager: comment mieux collaborer avec les personnes aux OSIEGCS diverses et les organisations défendant leurs intérêts, et comment transformer la culture humanitaire.** Ce qui suit n'est que le début de ce processus de réflexion.

Les partenariats sont très courants dans le secteur humanitaire. Ils se font avec des parties prenantes très diversifiées: avec le secteur public et le secteur privé, les instances gouvernementales et les ONG, les organisations internationales et divers bailleurs de fonds. Ces partenariats ont de nombreuses fonctions: mobiliser des ressources, améliorer la mise en œuvre des activités, créer une expertise ou appeler à un changement (35). Cependant, en fonction de leurs spécificités, certains partenariats peuvent ne pas prendre en compte les personnes aux OSIEGCS diverses. Ce fut le cas dans le passé quand le secteur humanitaire était très peu conscient de la réalité des femmes, des enfants ou des personnes en situation de handicap. Qu'en est-il des partenariats qui ne prennent pas en compte les personnes aux OSIEGCS

diverses? Que se passe-t-il si ces partenariats perpétuent des pratiques discriminatoires? **Collaborer avec des personnes aux OSIEGCS diverses et des organisations défendant leurs intérêts apparaît donc comme une nouvelle façon de mobiliser des ressources, d'améliorer les programmes, d'innover, d'acquérir de nouvelles compétences et de changer les attitudes et les comportements.** Pour favoriser ces partenariats, un exemple de mesures concrètes pourrait être pour une organisation de commencer à embaucher des personnes aux OSIEGCS diverses. Cependant, ceci ne peut être la seule solution, car ces embauches doivent également s'accompagner d'un changement de culture au sein de l'organisation. À cet égard, citons l'exemple de l'inclusion des femmes dans le domaine humanitaire, avec seulement un tiers des postes de coordination occupés par des femmes (selon la liste des postes de coordination humanitaire de 2019 du CPI) (33). Pour que ces mesures aient un réel impact, elles doivent privilégier la diversité lors du recrutement pour des postes à responsabilité, accompagner ces nouvelles recrues et ne pas compter exclusivement sur ces personnes pour changer la culture de toute une organisation (33). Créer des partenariats avec des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses au niveau local permet

également de mieux appréhender la réalité de ces personnes dans un contexte donné. Ces partenariats, que ce soit au niveau stratégique ou opérationnel, peuvent aussi permettre de mieux intégrer les concepts d'OSIEGCS.

Les organisations humanitaires et leur personnel peuvent ainsi être davantage sensibilisés aux questions d'OSIEGCS (36). Pour ce faire, des formations de base et du matériel de sensibilisation sont déjà disponibles, comme dans les ONG du secteur de la migration (37). Il faudra ensuite mobiliser des ressources en offrant le cadre et le temps nécessaires pour clarifier les principaux concepts, identifier les obstacles et les éléments liés à l'accès aux services, et la manière de rendre les pratiques plus inclusives. Les formations devraient permettre aux participants de réfléchir à leurs propres préjugés et à l'impact qu'ils peuvent avoir sur les groupes aux OSIEGCS diverses. Ces formations devraient s'adresser à tous les niveaux hiérarchiques de l'organisation et offrir un espace de réflexion sur la meilleure façon d'instaurer une nouvelle culture et de nouvelles pratiques. Elles sont aussi une excellente occasion d'établir un lien avec ces groupes et peuvent constituer un premier pas important vers une collaboration dans le cadre des activités humanitaires. Les enseignements retirés devraient se traduire par des mesures

tangibles, avec un droit de regard de la part des partenaires pour pouvoir rendre des comptes auprès du public visé (33). L'adoption de procédures ou leur adaptation dans ce sens doit être récompensée, tandis que les comportements homo/bi/transphobes doivent faire l'objet de mesures disciplinaires adéquates (38).

L'outil d'évaluation rapide des questions d'OSIEGCS diverses

Parmi tous les outils étudiés, citons l'outil d'évaluation rapide des questions d'OSIEGCS diverses [*Diverse SOGIESC Rapid Assessment Tool* en anglais] en raison de la priorité qu'il accorde à la remise en question des pratiques actuelles et à l'établissement de partenariats (39). Issu du rapport découlant de la consultation « *Pride in the Humanitarian System* » (19), cet outil souligne l'importance de tenir compte des groupes aux OSIEGCS diverses dans les activités humanitaires. Il évalue les mesures d'inclusion d'une intervention humanitaire et encourage la réflexion sur la manière d'adapter cette intervention pour mieux servir ces groupes de population. Cet outil aborde de nombreuses questions transversales présentes dans tous les secteurs de l'action humanitaire : le niveau de marginalisation existant avant une crise, la participation et le leadership vis-à-vis

des questions d'OSIEGCS, la sécurité et la protection, les abris et le logement, ainsi que les moyens de subsistance et les mesures de relèvement. Il se compose de trois documents : un document d'orientation fournissant des instructions claires et des informations générales : un sondage destiné aux participants aux OSIEGCS diverses et dont la gestion devrait être confiée à des organisations partenaires locales : et l'outil principal servant à recueillir des données complémentaires et à procéder à l'agrégation des données. Cet outil est d'une importance capitale pour répondre aux exigences de partenariat avec des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses (ou des organisations liées à ces enjeux). Cet outil recommande également des mesures de reddition de compte pour veiller au suivi des résultats auprès de l'organisation partenaire et du public visé. Il représente aussi un exemple de bonne pratique que d'autres organisations pourront adapter en fonction de leurs besoins.

Appréciation critique des outils

Selon la liste de vérification AACODS (28), la compétence des outils étudiés provient principalement de deux organisations des Nations Unies (le HCR et l'OIM), de l'organisation Edge Effect et de quelques experts spécifiques (E. Dwyer [6 outils], J. Rumbach, J.C. Gaillard, A. Gorman-Murray [3 chacun]). Rares étaient les outils fournissant des références bibliographiques sur leurs sources (17/51 documents comprenaient une bibliographie), empêchant les utilisateurs d'approfondir leur recherche sur les questions d'OSIEGCS. Les notes en fin de texte n'étaient pas traitées comme des références bibliographiques mais ont été prises en compte pour évaluer le caractère contemporain des outils (41 considérés comme actuels). La plupart des outils (41) expliquaient leurs objectifs, tandis que moins de la moitié (22) fournissaient des explications méthodologiques sur la manière de reproduire ces activités. Concernant les limites, seuls 10 outils en présentaient. La qualité et l'importance de certains outils méritent donc d'être soulignées (19,20,39-44).

Limites d'une revue rapide

Par rapport à d'autres revues systématiques standard, les revues rapides adaptent souvent leur méthodologie selon cinq éléments distincts: leur portée, leur exhaustivité, leur synthèse et leurs conclusions (25). Comme nous l'avons vu précédemment, cette revue s'est limitée aux groupes aux OSIEGCS diverses et aux activités humanitaires internationales. Ces limites ont néanmoins permis d'étudier le large éventail de groupes aux OSIEGCS diverses ainsi que les différents secteurs et pratiques de l'aide humanitaire. La présente revue aurait pu être plus exhaustive en ayant recours à des bases de données plus conséquentes (comme PubMed et Scopus). L'étude de documents non publiés par les organisations aurait également pu mettre en lumière leurs pratiques utilisées jusqu'à aujourd'hui et aurait permis de mieux comprendre leurs points de vue sur l'intégration de ces questions. De plus, cette étude n'aborde pas les activités humanitaires mises en œuvre dans un contexte national. S'étant appuyée sur trois bases de données ainsi que la littérature grise, toutes sans limite de date, de langue ou de format, cette revue reste toutefois exhaustive. Le fait que la sélection des outils (examen des titres, résumés et textes intégraux) et l'extraction des données aient été réalisées par un seul analyste constitue

la principale modification pour cette revue rapide. Celle-ci a toutefois été revue par les autres auteurs œuvrant pour Égides et l'Université de Montréal. Les résultats ont été présentés sous trois angles différents et synthétisés dans une matrice s'appuyant sur deux cadres de travail. Cette étude se compose également d'une appréciation critique. Enfin, les conclusions de cette revue contiennent des recommandations spécifiques liées aux résultats ainsi que des recommandations plus générales.

Recommandations

En vue de collaborer avec des organisations défendant les questions d'OSIEGCS diverses

1. Concevoir et mettre en œuvre des programmes de formation sur les questions d'OSIEGCS diverses dans le contexte humanitaire :

Fournir des programmes de formation plus adaptés au contexte peut permettre d'identifier les différents types de discrimination à l'échelle régionale et locale, les groupes de population moins visibles, et les moyens d'adapter les interventions pour réduire ces discriminations et donner voix au chapitre à ces groupes de personnes.

2. Favoriser le mentorat et la mobilisation :

La mise en place de programmes de mentorat en collaboration avec une organisation défendant les intérêts des personnes aux OSIEGCS diverses peut améliorer la compréhension des questions d'OSIEGCS et permettre la mise en œuvre d'interventions plus adaptées et plus efficaces.

3. Revoir le matériel de sensibilisation, les directives opérationnelles, les plans stratégiques et d'autres documents clés :

L'adaptation des documents clés peut faciliter l'interaction avec des groupes aux OSIEGCS diverses et la prestation de services, et permettre d'atteindre les résultats souhaités.

**En vue de collaborer
avec des organisations
défendant les questions
d'OSIEGCS diverses
*suite***

**4. Faciliter la création de groupes d'entraide pour les
personnes aux OSIEGCS diverses :**

Fournir aux groupes d'entraide des espaces de réunion sûrs peut doter ces réseaux informels de plus de ressources tout en réduisant les risques pour leurs membres.

**5. Appeler à une veille des droits de la personne à
l'échelle locale, régionale et internationale :**

Plaider en faveur des droits de la personne aux côtés des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses peut contribuer à abolir les lois et politiques criminalisant et pathologisant ces groupes. Abolir ces lois et politiques permettra de créer des environnements plus sûrs pour mettre en place des services et les fournir à ces personnes, et d'organiser des interventions plus inclusives et plus efficaces. En fonction des ambitions et des ressources des organisations partenaires, il sera également important de participer aux forums de discussion locaux, régionaux et internationaux.

Pour les organisations humanitaires

6. Nommer des personnes-ressources pour les questions d'OSIEGCS :

Les personnes-ressources désignées peuvent veiller à ce que les services s'adressent à des groupes de populations spécifiques. Embaucher des personnes aux OSIEGCS diverses au niveau local pour pourvoir des postes à responsabilité peut également permettre aux organisations de mieux comprendre leurs besoins et d'éviter les pièges aux différents stades de la prestation de services.

7. Former le personnel et les partenaires aux questions d'OSIEGCS diverses :

Veiller à la bonne compréhension des concepts d'OSIEGCS diverses peut réduire les préjugés homo/bi/transphobes au niveau individuel et contribuer à intégrer les droits de la personne dans la prestation de services, qu'une personne présente une identité non conforme ou non. Les organisations partenaires vers lesquelles sont orientés les bénéficiaires des services doivent également suivre une formation sur les questions d'OSIEGCS diverses, afin de fournir des services sûrs et de qualité aux bénéficiaires.

8. Demander des comptes au personnel et aux partenaires en matière de respect des droits de la personne et des principes humanitaires :

Dans le cadre de la prestation de services, les personnes responsables doivent être tenues de respecter les droits de la personne et les principes humanitaires. Le personnel et les partenaires doivent donc être informés de ces droits et principes afin de rester professionnels et d'assurer la dignité des bénéficiaires.

Pour les organisations humanitaires *suite*

Les comportements homo/bi/transphobes doivent faire l'objet de mesures disciplinaires adéquates.

9. Intégrer des mesures d'inclusion dans l'élaboration des plans et stratégies humanitaires :

Intégrer la participation des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses dans la conception des interventions ou des politiques humanitaires peut favoriser une plus grande efficacité des services fournis à ces personnes.

10. Créer des lieux de services plus sûrs :

L'utilisation de panneaux et de symboles clairs peut favoriser un plus grand sentiment de sécurité, de confidentialité, de respect de la vie privée et d'ouverture pour les groupes aux OSIEGCS diverses et ainsi faciliter leur accès aux services.

11. Intégrer les questions d'OSIEGCS diverses dans l'ensemble des services et des secteurs :

Appliquer des cadres de travail sur les questions d'OSIEGCS diverses à tous les services d'une organisation peut les rendre plus efficaces et plus inclusifs, et permettre de diffuser les bonnes pratiques à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation.

12. Recenser les personnes aux OSIEGCS diverses et les organisations locales défendant leurs intérêts, et leur donner les moyens d'agir :

Collaborer avec ces personnes et ces organisations à l'échelle locale peut permettre de renforcer leurs réseaux informels et d'élargir les connaissances d'une organisation pour lui permettre d'améliorer ses services.

Pour les bailleurs de fonds

13. Veiller à ce que les bénéficiaires de subventions soient tenus d'adopter des politiques et procédures non discriminatoires :

Associer l'octroi de fonds à l'obligation de rendre des comptes peut persuader les organisations humanitaires de collaborer avec des partenaires défendant les questions d'OSIEGCS diverses, de concevoir du matériel adapté et d'établir des objectifs et des interventions favorisant l'inclusion.

14. Rendre obligatoire l'inclusion des concepts et indicateurs d'OSIEGCS dans l'analyse sur le genre :

Le fait d'obliger les organisations à réfléchir aux questions d'OSIEGCS et aux moyens de mesurer leur impact peut inciter la réflexion et l'innovation en vue d'améliorer leurs services auprès des groupes aux OSIEGCS diverses.

15. Favoriser les partenariats avec des OSC défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses à l'échelle locale dans les critères d'évaluation :

Instaurer des critères d'évaluation de projets peut valoriser les partenariats et encourager les futurs candidats à une subvention dans ce sens.

Pour les bailleurs de fonds *suite*

16. Augmenter et surveiller les fonds octroyés aux interventions et partenariats dédiés aux questions d'OSIEGCS diverses :

Faire un suivi plus étroit des fonds alloués aux initiatives portant sur les questions d'OSIEGCS diverses peut permettre de montrer la répartition déséquilibrée des ressources qui existe à l'heure actuelle vis-à-vis de certains groupes de population. Surveiller ces financements et mobiliser des fonds supplémentaires pour des projets à plus long terme et favorisant les partenariats peut également encourager les organisations humanitaires à mettre sur pied de nouveaux programmes et à collaborer avec des organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses.

17. Investir dans la recherche ainsi que dans le S&E en matière d'OSIEGCS diverses :

Investir dans la recherche en matière d'OSIEGCS diverses dans les contextes humanitaires permettra de mettre en évidence des situations encore mal comprises et contribuera à identifier des solutions innovantes et inclusives indispensables. Investir dans le S&E peut permettre aux organisations humanitaires d'adapter leurs procédures et d'innover, et ainsi d'être mieux informées de la situation des personnes aux OSIEGCS diverses.

Pour les gouvernements nationaux

18. Promouvoir et adopter des politiques antidiscriminatoires :

Mettre en place des politiques antidiscriminatoires constitue une étape importante pour respecter les lois internationales en matière de droits de la personne. Pour ce faire, il faut abolir les lois discriminatoires, mettre en place une coalition, et adopter et appliquer au quotidien des politiques antidiscriminatoires dans la justice. Ces politiques représentent des instruments importants pour les systèmes judiciaires et démocratiques, car elles permettent de supprimer les obstacles pour obtenir des services dans les contextes humanitaires et au quotidien.

19. Promouvoir et faciliter l'inclusion des personnes aux OSIEGCS diverses au sein de la population :

L'inclusion des groupes aux OSIEGCS diverses dans des initiatives locales peut favoriser une coopération et une interaction positives entre ces groupes de personnes et la société dans son ensemble. Encourager l'inclusion de ces personnes peut susciter une prise de conscience et une solidarité envers celles-ci qui, à terme, peuvent se traduire par une plus grande équité, une plus grande cohésion et une plus grande prospérité au sein de la société.

20. Assurer la représentation des personnes aux OSIEGCS diverses dans les politiques et les programmes humanitaires :

La représentation des personnes aux OSIEGCS diverses dans les politiques peut contribuer à la « réduction des risques » dans la société, tout en rendant les interventions plus efficaces et plus adaptées pour tous les membres de la population.

Pour les intervenants internationaux (organisations des Nations Unies, universitaires, ONGI, etc.)

21. Créer des forums régionaux et internationaux pour diffuser les bonnes pratiques :

Réunir les organisations humanitaires et les organisations défendant les intérêts des groupes aux OSIEGCS diverses au sein de forums régionaux et internationaux peut faciliter le partage de connaissances mutuelles sur les bonnes pratiques et sur les outils à utiliser auprès des personnes aux OSIEGCS diverses. Ces forums peuvent servir à sensibiliser l'opinion, à établir des partenariats et à encourager un changement dans les politiques et les pratiques.

22. Plaider en faveur de réformes antidiscriminatoires dans les pays d'accueil :

Pour mettre en œuvre des interventions humanitaires efficaces et répondre aux besoins des groupes aux OSIEGCS diverses, il est indispensable d'abolir les politiques discriminatoires du pays. Plaider en faveur de réformes antidiscriminatoires est donc essentiel.

23. Financer des interventions à plus long terme visant à obtenir des effets transformateurs :

Financer des activités humanitaires visant à changer les normes à long terme peut contribuer à réduire la vulnérabilité des personnes concernées et à leur donner les moyens d'être plus résilientes en période de crise. Intimement liées au développement, les interventions humanitaires devraient viser des solutions durables, inclusives et fondées sur les droits de la personne.

Conclusion



Les résultats de ce rapport montrent le processus d'inclusion dans lequel de nombreuses organisations humanitaires se sont engagées. Malgré l'importance d'améliorer l'inclusion des groupes aux OSIGEGSC diverses, créer des partenariats plus solides est aussi essentiel pour mener des interventions plus adaptées, de même que de se familiariser avec le contexte et les groupes aux OSIGEGSC diverses qui doivent prendre davantage part aux interventions humanitaires. Ces partenariats pourraient permettre aux organisations humanitaires de gagner en efficacité et ainsi de ne pas être à la traîne par rapport à d'autres secteurs comme celui du droit international humanitaire ou de l'aide au développement. Les organisations humanitaires doivent donc prendre des mesures d'inclusion concrètes dans l'ensemble de leurs secteurs. L'établissement de partenariats et la mise en place d'un dialogue avec les personnes aux OSIEGCS diverses et les organisations défendant leurs intérêts représentent des processus et pratiques indispensables. Il s'agit-là de l'unique voie pour y parvenir.

Bibliographie

1. United Nations. 4th Geneva Convention relative to the protection of civilian persons in time of war [Internet]. 1949. Disponible sur: <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/geneva-convention-relative-protection-civilian-persons-time-war>
2. Rysaback-Smith H. History and Principles of Humanitarian Action. Turk J Emerg Med. 9 mars 2016;15(Suppl 1):5-7.
3. Anderson M, Becknell K, Taliano J. History of Humanitarian Emergencies. In: Townes D, éditeur. Health in Humanitarian Emergencies: Principles and Practice for Public Health and Healthcare Practitioners [Internet]. Cambridge: Cambridge University Press; 2018 [cité 1 nov 2023]. p. 9-24. Disponible sur: <https://www.cambridge.org/core/books/health-in-humanitarian-emergencies/history-of-humanitarian-emergencies/C13A659A62BBB475419E09E5F4DD416C>
4. OCHA. OCHA on Message: Humanitarian Principles [Internet]. OCHA on Message: 2012. Disponible sur: <file:///C:/Users/Client/Downloads/oom-humanitarianprinciples-eng-june12.pdf>
5. Oxford Institute for Ethics Law and Armed Conflict. Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict. 2023 [cité 1 nov 2023]. Humanitarian aid past and present. Disponible sur: <https://www.elac.ox.ac.uk/programmes-projects/solferino-21/humanitarian-aid-past-and-present/>
6. Herbert Hoover National Historic Site. The Emergence of the Great Humanitarian [Internet]. [cité 1 nov 2023]. Disponible sur: <https://www.nps.gov/articles/emergence-of-the-great-humanitarian.htm>
7. Sphere Project. Humanitarian charter and minimum standards in disaster response [Internet]. The Sphere Project: 2000. Disponible sur: <file:///C:/Users/Client/Downloads/Sphere-Handbook-2000-English.pdf>

8. International Strategy for Disaster Reduction. Hyogo Framework for Action 2005-2015: Building the resilience of nations and communities to disasters [Internet]. Japan: International Strategy for Disaster Reduction: 2007 p. 25. Disponible sur: <https://www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf>
9. IASC. Guideline: the gender handbook for humanitarian action [Internet]. s.l.: IASC: 2018 p. 401. Disponible sur: https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2018-iasc_gender_handbook_for_humanitarian_action_eng_0.pdf
10. UNHCR. UNHCR's Policy on Older Refugees [Internet]. [cité 23 nov 2023]. Disponible sur: <https://www.unhcr.org/publications/unhcrs-policy-older-refugees-19-april-2000-annex-ii-draft-report-seventeenth-meeting>
11. Johri M, Chung R, Dawson A, Schrecker T. Global health and national borders: the ethics of foreign aid in a time of financial crisis. *Glob Health*. 28 juin 2012;8(1):19.
12. Knight L. UNAIDS: the first ten years, 1996-2006. Geneva, Switzerland: UNAIDS: 2008. 286 p.
13. Ayala G, Spieldenner A. HIV Is a Story First Written on the Bodies of Gay and Bisexual Men. *Am J Public Health*. juill 2021;111(7):1240-2.
14. McInnes C, Rushton S. HIV/AIDS and securitization theory. *Eur J Int Relat*. 2013;19(1):115-38.
15. Kim YS. World health organization and early global response to HIV/AIDS: emergence and development of international norms. *J Int Area Stud*. 2015:19-40.
16. CHS Alliance. How change happens in the humanitarian sector: humanitarian accountability report. Genève: Geneva, CHS Alliance: 2018.
17. Sonia Onufer Corrêa, Vitit Muntarbhorn. The Yogyakarta Principles [Internet]. 2007. Disponible sur: http://yogyakartaprinciples.org/wp-content/uploads/2016/08/principles_en.pdf

18. Mauro Cabral Grinspan, Morgan Carpenter, Julia Ehrt, Sheherezade Kara, Arvind Narrain, Pooja Patel, et al. The Yogyakarta Principles (plus 10) [Internet]. 2017. Disponible sur: http://yogyakartaprinciples.org/wp-content/uploads/2017/11/A5_yogyakartaWEB-2.pdf
19. Devakula, Dotter, Dwyer, Holtsberg. Pride in the Humanitarian System Bangkok 4-7 June Consultation Report [Internet]. Bangkok: APCOM, APTN, ASEAN SOGIE Caucus, IPPF, Edge Effect, UN Women: 2018 p. 62. Disponible sur: https://www.edgeeffect.org/wp-content/uploads/2018/11/Consultation-Report_Pride-in-the-Humanitarian-System_All-Annexes.pdf
20. Dwyer, Robertson, Arifin, Deasey, Shale Ahmed, Haque, et al. The only way is up: Monitoring and Encouraging Diverse SOGIESC Inclusion in the Humanitarian and DRR Sectors [Internet]. Bangkok: Edge Effect, Coopération suédoise, UN women, Women for climate-resilient societies: 2021 p. 104. Disponible sur: <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/03/the-only-way-is-up>
21. Tong A, Flemming K, McInnes E, Oliver S, Craig J. Enhancing transparency in reporting the synthesis of qualitative research: ENTREQ. BMC Med Res Methodol. 27 nov 2012;12:181.
22. Association Sphère. Le manuel Sphère: La charte humanitaire et les standards minimums de l' intervention humanitaire [Internet]. Quatrième édition. Geneva: Le Projet Sphère: 2018. 508 p. Disponible sur: <https://handbook.spherestandards.org/fr/sphere/#ch001>
23. United Nations General Assembly. Resolution, Towards Global Partnerships, A/RES/66/223 [Internet]. 2011. Disponible sur: https://d306pr3pise04h.cloudfront.net/docs/about_the_gc%2Fgovernment_support%2FFINAL_A_RES_66_223.pdf
24. Thomas J, Harden A. Methods for the thematic synthesis of qualitative research in systematic reviews. BMC Med Res Methodol. 10 juill 2008;8(1):45.
25. Hartling L, Guise JM, Kato E, Anderson J, Aronson N, Belinson S, et al. EPC methods: an exploration of methods and context for the production of rapid reviews. Agency Healthc Res Qual [Internet]. 2015: Disponible sur: https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK274092/pdf/Bookshelf_NBK274092.pdf

26. Tricco AC, Langlois E, Straus SE, Organization WH. Rapid reviews to strengthen health policy and systems: a practical guide. World Health Organization: 2017.
27. Tricco AC, Zarin W, Antony J, Hutton B, Moher D, Sherifali D, et al. An international survey and modified Delphi approach revealed numerous rapid review methods. *J Clin Epidemiol*. 2016;70:61-7.
28. Tyndall. AACODS Checklist [Internet]. Flinders University: 2010. Disponible sur: https://www.library.sydney.edu.au/research/systematic-review/downloads/AACODS_Checklist.pdf
29. Gender at Work. Analytical Framework – Gender at Work [Internet]. [cité 1 déc 2023]. Disponible sur: <https://genderatwork.org/analytical-framework/>
30. Ben Wisner, JC Gaillard, Ilan Kelman. Framing Disaster: Theories and Stories Seeking to Understand Hazards, Vulnerability and Risk. In: *Handbook of Hazards and Disaster Risk Reduction* [Internet]. Routledge: 2012. Disponible sur: file:///C:/Users/Client/Downloads/Chapter3--FramingDisaster.pdf
31. Inter-Agency Standing Committee. IASC Gender with Age Marker Dashboard [Internet]. Disponible sur: <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiYjUxMWNiOGUtOTMzOS00MmQwLTk0OWItN2E3Njg5YzE4NGNkIiwidCI6IjBmOWUzNWRiLTU0NGYtNGY2MC1iZGNjLTVIYTQxNmU2ZGM3MCIslmMiOjh9&pageName=ReportSection>
32. ILGA World. ILGA World. 2023 [cité 28 nov 2023]. ILGA World maps. Disponible sur: <https://ilga.org/ilga-world-maps>
33. Gupta GR, Grown C, Fewer S, Gupta R, Nowrojee S. Beyond gender mainstreaming: transforming humanitarian action, organizations and culture. *J Int Humanit Action*. 2023;8(5).

34. Wall, Hedlund. Localisation and locally-led crisis response: a literature review. Local Glob Prot L2GB Swiss Agency Dev Coop. 2016
35. Wade Hoxtell, Maximilian Norz, Julia Steets, Kristina Teicke. Business Engagement in Humanitarian Response and Disaster Risk Management [Internet]. Berlin: Global Public Policy Institute: 2015 [cité 27 févr 2024] p. 74. Disponible sur: <https://gppi.net/2015/05/06/business-engagement-in-humanitarian-response-and-disaster-risk-management>
36. Nathwani, Piccot. Protecting persons with diverse sexual orientations and gender identities: A Global Report on UNHCR's Efforts to Protect Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, and Intersex Asylum-Seekers and Refugees [Internet]. Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees: Division of International Protection: 2015 p. 35. Disponible sur: <https://www.unhcr.org/media/protecting-persons-diverse-sexual-orientation-and-gender-identities>
37. UNHCR, IOM. Training Package Facilitation Guide: Sexual Orientation, Gender Identity, Gender Expression and Sex Characteristics (SOGIESC) in Forced Displacement and Migration [Internet]. 2021. Disponible sur: <https://www.iom.int/2021-sogiesc-and-migration-training-package>
38. UNHCR. Resettlement Assessment Tool: Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex Refugees [Internet]. UNHCR: 2013. Disponible sur: <https://www.refworld.org/pdfid/5d2731c64.pdf>
39. Robertson, Arifin, Dwyer. Diverse SOGIESC rapid assessment tool: To assess diverse SOGIESC inclusion results in humanitarian contexts [Internet]. 2021. Disponible sur: DIVERSE SOGIESC RAPID ASSESSMENT TOOL To Assess Diverse SOGIESC Inclusion Results In Humanitarian Contexts
40. Dwyer, Woolf. Down By The River: Addressing the Rights, Needs and Strengths of Fijian Sexual and Gender Minorities in Disaster Risk Reduction and Humanitarian Response [Internet]. s.l.: Edge Effect, Oxfam Australia, Rainbow Pride Foundation Fiji: 2018 p. 52. Disponible sur: <https://www.preventionweb.net/publication/down-river-addressing-rights-needs-and-strengths-fijian-sexual-and-gender-minorities>

41. Rosenberg, Buscher, Timoney, Myers, Pearce, Robles, et al. Mean streets: identifying and responding to urban refugees' risks of gender-based violence : LGBTI refugees. New York: Women's Refugee Commission: 2016.
42. Tusker-Haworth, McKinnon, Eriksen. Advancing disaster geographies: From marginalisation to inclusion of gender and sexual minorities. Geogr Compass. 2022:16(11):15.
43. Balgos, Gaillard, Sanz. The warias of Indonesia in disaster risk reduction: the case of the 2010 Mt Merapi eruption in Indonesia. Gend Dev. 2012:20(1):13.
44. Rengers, Heyse, Otten, Wittek. «It's Not Always Possible to Live Your Life Openly or Honestly in the Same Way» – Workplace Inclusion of Lesbian and Gay Humanitarian Aid Workers in Doctors Without Borders. Front Psychol. 2019:10(February):17.

Annexe 1: Stratégies de recherche

Mots clés pour les 3 bases de données

SOGIESC¹

LGBT* or
Lesbian* or
WSW or
« Women having sex with women » or
Gay or
Gays or
MSM or
« Men having sex with men » or
Homosexual* or
Same-sex* or
Bisexual* or
MSMW or
« Men having sex with men and women » or
WSWM or
« Women having sex with women and men »
or
Trans or
Transgender* or
Transsexual* or
Transidentit* or
Intersex* or
Queer* or
Genderqueer* or
Non-binar* or

« Gender fluid* » or
« Sexual minorit* » or
« Gender minorit* » or
SOGI* or
« Sexual orientation* » or
« Gender Identit* » or
« Gender expression* » or
« Sex characteristic* »

Humanitarian

« Humanitarian aid* » or
Disaster* or
Emergencies or
Emergency or
Cris#s

Practices

Practice* or
Standard* or
Tool* or
Norm* or
Recommendation*

1. Spécialisée dans l'aide humanitaire, la stratégie de recherche pour HL ne comprenait que des termes d'OSIEGCS.

Termes MeSH pour GH

SOGIESC

exp homosexuality/ or
exp lesbianism/ or
exp homosexual men/ or
exp homosexual women/ or
exp men who have sex with men/ or
exp bisexuality/ or
exp bisexual men/ or
exp bisexual women/ or
exp sex differentiation disorders/ or
exp intersexuality/ or
exp sex differentiation/ or
exp gender relations/ or
exp sexual roles/

Humanitarian

exp disasters/ or
exp natural disasters/ or
exp emergencies/ or
exp emergency relief/ or
exp crises/

Practices

exp practice/ or
exp «code of practice»/ or
exp standards/ or
exp tools/ or
exp work norms/ or
exp «organization of work»/ or
exp reference works/ or
exp checklists/ or
exp guide books/ or
exp guidelines/ or
exp handbooks/

Aucun MeSH n'était disponible pour HL et WofSC

Annexe 2 : Appréciation critique

Compétence		Exactitude			Étendue		Objectivité		Date		Portée		Total
Auteurs	Organisations	Biblio.	Objectif	Métho.	Évaluation par les pairs	Crédibilité	Limites	Positionnement	Date	Contemporain	+ Valeur		
1	0	1	0	1	1	?	1	0	1	1	0	0	6
2	1	1	0	1	1	?	1	1	1	1	0	0	8
3	1	1	1	1	1	?	1	0	1	1	1	1	10
4	0	1	0	1	1	?	1	0	0	1	1	0	6
5	1	1	1	1	1	?	1	0	1	1	1	1	10
6	0	1	0	0	0	?	0	0	0	1	?	0	2
7	1	1	1	1	1	?	1	1	1	1	1	1	11
8	0	1	0	0	0	?	0	0	0	1	1	0	3
9	0	1	0	1	1	?	1	0	1	1	1	1	8
10	1	1	1	0	0	1	1	0	0	1	1	1	8
11	0	1	0	0	0	?	1	0	0	1	1	0	4
12	1	1	0	1	0	?	0	0	0	1	?	0	4
13	0	1	0	0	0	?	1	0	0	1	1	0	4
14	1	1	0	1	1	?	1	1	1	1	1	1	10
15	0	1	0	0	1	?	0	0	1	1	?	1	5
16	0	1	0	1	0	?	1	0	0	1	1	0	5
17	0	1	0	1	1	?	1	0	1	1	1	1	8
18	1	1	0	1	0	?	0	0	0	1	?	0	4
19	0	1	0	1	0	?	1	0	0	1	1	0	5
20	1	1	0	1	1	?	1	0	1	1	?	1	8
21	0	1	0	1	0	?	1	0	0	1	1	0	5
22	0	1	0	1	0	?	1	0	1	1	1	1	7
23	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0	10
24	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1	1	10

25	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0	10
26	0	1	0	0	0	?	1	0	1	1	1	0	5
27	0	1	1	0	0	?	1	0	0	0	1	1	5
28	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1	1	10
29	0	1	0	1	1	?	1	0	0	1	1	0	6
30	1	1	1	1	0	1	1	0	0	1	0	0	7
31	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1	0	9
32	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	1	11
33	1	1	1	1	1	1	1	0	0	1	1	0	9
34	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1	1	0	10
35	1	1	1	1	0	1	1	0	0	1	1	0	8
36	1	1	0	1	0	1	0	0	1	1	1	0	7
37	1	1	0	0	0	1	0	0	0	1	1	0	5
38	0	1	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	4
39	1	1	1	0	0	0	1	1	1	1	1	1	9
40	1	1	0	1	0	0	1	0	1	1	1	1	8
41	0	1	0	1	0	0	1	0	1	1	1	0	6
42	1	1	0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	8
43	0	1	0	1	0	0	1	0	1	1	1	1	7
44	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	3
45	0	1	0	1	0	1	1	1	1	1	1	0	8
46	1	1	0	1	0	0	1	0	0	1	1	1	7
47	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	4
48	1	1	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	5
49	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	4
50	1	0	0	1	0	1	1	0	0	1	1	0	6
51	1	1	1	1	1	0	1	0	0	1	1	0	8
	Auteurs	Organisations	Biblio.	Objectif	Métho.	Évaluation par les pairs	Crédibilité	Limites	Positionnement	Date	Contemporain	+ Valeur	Total

Compétence

Exactitude

Étendue

Objectivité

Date

Portée

Annexe 3: Liste des outils

Textes Nombre	Auteurs, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[1]	(Asi et al., 2022)	<ul style="list-style-type: none"> • Université de Floride centrale • Université de Georgetown • LSHTM • King's College de Londres • AISE Consulting • Université BRAC • Université de Washington • Université de Harvard 	Revue	Non	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes • Migrants 	Santé	Partenariats
[2]	(Balgos, Gaillard et Sanz, 2012)	<ul style="list-style-type: none"> • Université De La Salle • Université d'Auckland • Université de Durham 	Étude de cas	Oui	s.o.	Partenariats	Réinsertion et abris
[3]	(Chynoweth et al., 2020)	<ul style="list-style-type: none"> • Women's Refugee Commission • Université de Nouvelle-Galles du Sud 	Étude de cas	Non	<ul style="list-style-type: none"> • Hommes • Migrants 	VBG	Santé et protection
[4]	(Devakula et al., 2018)	<ul style="list-style-type: none"> • APCOM • APTN • ASEAN SOGIE Caucus • IPPF • Edge Effect • ONU Femmes 	Plan d'action	Oui	s.o.	s.o.	Partenariats

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[5]	(Dolan, 2014)	• Refugee Law Project	Éditorial	Oui	s.o.	VBG	Partenariats
[6]	(Dolan, 2016)	• Refugee Law Project	Éditorial	Non	• Hommes	VBG	Partenariats
[7]	(Dominey- Howes, Gorman- Murray et McKinnon, 2014)	• Université de Nouvelle-Galles du Sud • Université occidentale de Sydney	Revue	Oui	s.o.	s.o.	s.o.
[8]	(Dwyer et Woolf, 2018)	• Edge Effect • Oxfam Australie	Étude de cas	Oui	s.o.	s.o.	Tous sauf l'Éducation, la Distri- bution de nourriture et d'articles non alimentaires, la Santé, et la Migration
[9]	(Dwyer et al., 2021)	• Edge Effect • Coopération suédoise • ONU Femmes • Women for Climate-Resilient Societies	Rapport	Oui	s.o.	Partena- riats	s.o.

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[10]	(Dwyer, 2022)	<ul style="list-style-type: none"> • Edge Effect 	Rapport	Oui	s.o.	Partenariats	s.o.
[11]	(Robertson, Arifin, et Dwyer, 2021)	<ul style="list-style-type: none"> • ONU Femmes • Edge Effect • Coopération suédoise • Renforcer l'autonomie 	Outil d'éva- luation	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes • PWD 	s.o.	Protec- tion, Ré- insertion, et Abris
[12]	(Gaillard et al., 2017)	<ul style="list-style-type: none"> • Université d'Auckland • Université des Philippines Diliman • Université occidentale de Sydney • Association Fa'afafine de Samoa 	Étude de cas	Oui	s.o.	Partena- riats	s.o.
[13]	(Gaillard, Gorman- Murray, et Fordham, 2017)	<ul style="list-style-type: none"> • Université d'Auckland • Université de Northumbria • Université occidentale de Sydney 	Étude de cas	Oui	s.o.	Partena- riats	s.o.

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[14]	(Gender in humanitarian action Asia and the Pacific Working Group, 2017)	<ul style="list-style-type: none"> • APR-GiHAWG 	Revue	Oui	s.o.	Partenariats	s.o.
[15]	(Haneef et Laitila, 2018)	<ul style="list-style-type: none"> • FICR 	Formation	Non	<ul style="list-style-type: none"> • Femme • Jeune • PWD 	s.o.	Tous sauf Éducation, Partenariats et Migration
[16]	(Tusker-Haworth, McKinnon et Eriksen, 2022)	<ul style="list-style-type: none"> • Université de Sydney • Université de Manchester • Université de Wollongong • École polytechnique fédérale de Zurich 	Revue	Oui	s.o.	Partenariats	s.o.
[17]	(Heartland Alliance International, 2014)	<ul style="list-style-type: none"> • Heartland Alliance International 	Étude de cas	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Migrants 	Migration	VBG, Santé, Réinsertion, Abris, et Partenariats
[18]	(House et Dwyer, 2019)	<ul style="list-style-type: none"> • Edge Effect 	Étude de cas	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes 	Partenariats	s.o.

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[19]	(Humanitarian advisory group and VPride Foundation, 2018)	<ul style="list-style-type: none"> Humanitarian advisory group 	Étude de cas	Oui	<ul style="list-style-type: none"> s.o. 	Partenariats	s.o.
[20]	(Ward et Lafrenière, 2015)	<ul style="list-style-type: none"> Comité permanent interorganisations 	Directives	Non	<ul style="list-style-type: none"> Jeunes 	s.o.	Tous sauf Partenariats et Migration
[21]	(CPI, 2018)	<ul style="list-style-type: none"> Comité permanent interorganisations 	Directives	Non	<ul style="list-style-type: none"> Jeunes 	s.o.	Tous sauf VBG, Partenariats, et Migration
[22]	(International Gay and Lesbian Human Rights Commission et SEROvie, 2011)	<ul style="list-style-type: none"> OutRight Action international SEROvie 	Étude de cas	Oui	<ul style="list-style-type: none"> s.o. 	s.o.	Distribution de nourriture et d'articles non alimentaires, Protection, Abris, et Partenariats
[23]	(OIM, 2020a)	<ul style="list-style-type: none"> OIM 	Directives	Non	<ul style="list-style-type: none"> Femmes Jeunes Migrants PWD 	Migration	Santé
[24]	(OIM, 2020b)	<ul style="list-style-type: none"> OIM 	Directives	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Migrants 	Migration	s.o.

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[25]	(IPPF, 2019)	• IPPF	Rapport	Oui	• s.o.	Partena- riats	VBG, et Santé
[26]	(Kiss et al., 2020)	• All Survivors Project • LSHTM	Revue	Oui	• Hommes	VBG	Santé
[27]	(Madrigal- Borloz et HCR, 2021)	• HCR • Expert indépendant de l'ONU sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre	Rapport	Oui	• Migrants	Migration	Tous sauf Éducation, Distribution de nourriture et d'articles non alimen- taires, et Par- tenariats
[28]	(Margalit, 2018)	• s.o.	Éditorial	Non	• Hommes	Protec- tion	Partenariats
[29]	(Nathwani et Piccot, 2015)	• HCR	Rapport	Oui	• Hommes	Migration	Tous sauf Éducation, Distribution de nourriture et articles non alimen- taires, et WASH

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[30]	(OutRight, 2023)	<ul style="list-style-type: none"> • OutRight Action International 	Rapport	Oui	s.o.	Santé	Distribution de nourriture et articles non alimentaires, Réinsertion, Abris, et Partenariats
[31]	(Plan International, 2020)	<ul style="list-style-type: none"> • Plan International • Edge Effect 	Directives	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes 	Santé	Tous sauf Distribution de nourriture et articles de première nécessité, et Migration
[32]	(Rengers et al., 2019)	<ul style="list-style-type: none"> • Université de Groningen 	Étude de cas	Oui	s.o.	Partenariats	s.o.
[33]	(Rosenberg et al., 2016)	<ul style="list-style-type: none"> • Women's Refugee Commission 	Étude de cas	Non	<ul style="list-style-type: none"> • Femmes • Hommes • Jeunes • Migrants • PWD 	Migration	VBG, Réinsertion, Abris, et Partenariats
[34]	(Rumbach, 2017)	<ul style="list-style-type: none"> • HCR • OIM 	Formation	Oui	<ul style="list-style-type: none"> • Migrants 	Migration	Tout sauf Distribution de denrées alimentaires et articles de première nécessité, et Partenariats

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[35]	(Rumbach, 2020a)	• OIM	Outil d'éva- luation	Oui	• Migrants	Migration	Éducation, Santé, Réinsertion, et Abris
[36]	(Rumbach, 2020b)	• OIM	Direc- tives	Oui	• Migrants	Migration	s.o.
[37]	(Rushton et al., 2019)	• Université Massey • Université de Tasmanie • Université d'Otago • Dynamique RRC	Revue	Oui	• s.o.	Partena- riats	s.o.
[38]	(Simmonds et al., 2022)	• Institut des professions médicales de l'Hôpital général du Massachusetts • Reproductive Health Access Project	Revue	Oui	• s.o.	Santé	VBG
[39]	(Türk, 2013)	• Examen des migrations forcées	Direc- tives	Oui	• Migrants	Migration	s.o.
[40]	(Tusker- Haworth, 2022)	• Université de Manchester	Rapport	Oui	• s.o.	Partena- riats	s.o.

Textes Nombre	Auteur-es, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[41]	(HCR et OIM, 2021)	• HCR • OIM	Formation	Oui	• Migrants	Migration	s.o.
[42]	(HCR, 2011a)	• HCR	Directives	Oui	• Migrants	Migration	VBG, Protection, et Partenariats
[43]	(HCR, 2011b)	• HCR	Directives	Oui	• Migrants	Migration	Protection
[44]	(HCR, 2012)	• HCR	Directives	Oui	• Migrants	Migration	Protection
[45]	(HCR, 2013)	• HCR	Outil d'évaluation	Oui	• Migrants	Migration	Protection, et Abris
[46]	(HCR, 2017)	• HCR	Rapport	Oui	• Migrants	Migration	Protection
[47]	(HCR, 2020)	• HCR	Directives	Oui	• Migrants	Migration	Santé, Protection, et Abris
[48]	(HCR, 2021a)	• HCR	Rapport	Non	• Femmes • Jeunes • Migrants	Migration	s.o.

Textes Nombre	Auteurs, année	Organisations	Formats	OSIEGCS spécifiques	Autres groupes de population ciblés	Secteur principal	Autres secteurs concernés
[49]	(HCR, 2021b)	• HCR	Directives	Oui	• Jeunes • Migrants	Migration	Tous sauf Éducation, Distribution de nourriture et articles non alimen- taires, et WASH
[50]	(HCR, sans date)	• HCR	Directives	Oui	• Migrants	Migration	Éducation, Santé, Réinsertion, et Abris
[51]	(Ward, 2016)	• Comité permanent inte- rorganisations	Éditorial	Non	• Femmes	VBG	Partenariats



Alliance
internationale
francophone
pour l'égalité
et les diversités

209, rue Sainte-Catherine Est, bureau 5305
Montréal (Québec) Canada | H2X 1L2

info@egides.org
t +1 514 316-6445

   @EgidesAlliance

egides.org